

Ce que disent
les sondages...

La TV romande a publié un sondage sur "les préoccupations des Suisses" à la veille des élections fédérales. La défense de l'environnement, la drogue, le chômage et l'avenir professionnel des jeunes y occupent — dans l'ordre — les premières places.

Un sondage vaut ce que valent les questions posées à brûle-pourpoint : il indique ce qui fait le souci immédiat de chacun, pas les réponses qu'il y apporte. Le résultat est néanmoins révélateur : cette société détruit la nature, n'offre aucune perspective aux jeunes et crée le chômage — voilà le bilan de la politique menée par la majorité bourgeoise et le patronat. On ne sera pas surpris de découvrir que le renforcement de la défense nationale est, dans ces conditions, le dernier souci des personnes interrogées ! Pas celui du Parlement, qui vient de voter des milliards de programme d'armement. Notre mot d'ordre, "L'AVS et des emplois, pas des chars !", part exactement de ce constat : 55 o/o des réponses s'opposent à un renforcement de l'armée et 75 o/o sont favorables à une amélioration de l'AVS.

A ce constat s'en ajoute pourtant un autre. Alors que le chômage est l'une des principales préoccupations, près de 60 o/o des réponses sont opposées à réduire l'horaire de travail le plus long d'Europe ! Trucage ? Non, mais conscience amère d'un rapport de forces défavorable aux salariés. La majorité des travailleurs sait que les syndicats et les partis de gauche traditionnels sont incapables de défendre l'emploi et les salaires. Ce résultat en dit plus long que les discours sur le discrédit de la gauche réformiste qui, depuis des années, accepte chaque chantage du patronat et du gouvernement.

Les écologistes se félicitent. L'environnement n'est-il pas le premier souci des gens interrogés ? Ici encore, le constat ne dit rien de la réponse. La Fédération écologiste, qui fait campagne pour "L'écologie d'abord", défend en effet une écologie contre les consommateurs et les salariés. Son programme : un nouvel impôt sur l'énergie, qui taxe les ménages mais pas les industriels, couper les subventions AVS et assurances maladie (sans toucher les profits des médecins privés et des trusts pharmaceutiques), réduire les horaires en baissant les salaires, silence enfin sur la défense de l'emploi, le recyclage, la formation des jeunes. Une écologie contre les besoins des femmes et des hommes. Non merci !

Nous refusons d'opposer les besoins des salariés et la défense de l'environnement. L'un ne va pas sans l'autre. Cette société pille les ressources naturelles comme elle exploite le travail : jusqu'à l'usure, avant de rejeter déchets, machines et chômeurs au rebut — le tout aux frais de la collectivité.

Contre cet "ordre des choses", le Parti socialiste ouvrier défend une politique résolument anticapitaliste. Qui prend sur le budget militaire ce qu'il faut pour défendre nos conditions de vie et de travail. Qui s'oppose aux responsables — patrons et industriels qui font la loi dans ce pays — au lieu de collaborer avec eux et leur gouvernement. Voter utile, c'est renforcer ce combat, c'est voter Parti socialiste ouvrier le 23 octobre prochain.

La Brèche

La Brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale



L'Action nationale :

p. 6

LE PIÈGE NATIONALISTE

Vevey, le 2 octobre 1983

Chers amis,

Je vous fais parvenir ci-joint ma modeste contribution à votre parti, le PSO, qui à mon avis est celui qui est le mieux à même de convaincre la masse des abstentionnistes dans les milieux populaires (ouvriers, employés, etc.), car, contrairement aux autres partis de gauche, le PSO AGIT concrètement (en dehors de la campagne électorale !) au profit des travailleurs et des moins favorisés de ce pays, paradis pour riches, mais en réalité DICTATURE qui s'ignore !

Bien sûr qu'il faut aller voter le 23 octobre prochain, même si on n'a aucune chance de faire chavirer le navire bourgeois, car s'abstenir c'est donner tacitement une voix de plus à la droite, déjà suffisamment arrogante et méprisante pour qu'on lui laisse le plaisir de se pavaner et de nous écraser encore plus après.

L'idéal pour une riposte efficace, serait naturellement l'UNION de toutes les forces anticapitalistes, écologistes compris. Mais hélas on retarde une fois encore d'une guerre au PS ou au POP. C'est scandaleux et incompréhensible pour la masse des travailleurs, qui attend des partis censés devoir les défendre une réaction intelligente et coordonnée. Mais une fois de plus la division de la gauche fera le bonheur (facile) de l'oligarchie radicalo-libérale, cette Nomenklatura du pays de Vaud ! Les jeunes dont je fais partie doivent plus que jamais s'engager au lieu de se résigner et de s'abstenir et se laisser prendre au piège du cynisme du système capitaliste : "Droque-toi, fais le Punk, mais surtout ne pense pas !", soufflent les démons du pouvoir.

Je souhaite voir le PSO dénoncer bien haut le scandale des salaires fabuleux octroyés à une certaine classe de ce pays, secteur privé autant que chez les "hauts fonctionnaires" du public. Savez-vous que des directeurs s'offrent plus de 40 000 francs par mois dans ce canton, chiffres vérifiés. Il faut que le grand public sache la vérité dans ce domaine qu'on veut (syndicats compris ??) garder tabou ! Ça suffit : l'imposture et le mensonge des médias, béni-oui-oui des milieux tout-puissants de l'économie.

Quand donc le PSS comprendra-t-il qu'il se corrompt et nuit à sa crédibilité en persistant à vouloir rester au gouvernement.

Les marionnettes Aubert-Ritschard, on n'en veut plus !

J'espère que Jean-Michel DOLIVO fera un bon résultat et que les jeunes de ce canton l'appuient, car il le mérite vraiment et bravo à tous ceux qui OSENT courageusement militer au PSO, car à force de passivité et de résignation, la Suisse court tout droit au totalitarisme de droite. Attention, cela arrive plus tôt qu'on ne le pense.

Je suis à vos côtés main dans la main.

Luttons, nous avons l'avenir pour nous ! Avec mes amitiés et bon succès.

(signature illisible)

Joint : 100 francs.

Merci camarade !

SOUSCRIVEZ À NOTRE CAMPAGNE
PSO/SAP, Postfach 299,
8031 Zurich
CCP 80 - 44 457 Zurich
(mention souscription)

Elections nationales LE PSO EN CAMPAGNE

GENÈVE

Onex : mercredi 12 octobre, 20h., Salle communale. "La Bombe" de Peter Watkins, un film qui montre l'horreur d'une attaque nucléaire. Débat avec Hansjürgen Schulz, pacifiste allemand et nos candidats Andreas Saurer (médecin) et Margarita Batou (enseignante).

Place du Molard : samedi 15 octobre, de 10h. à 16h.. Grand stand du PSO, animation. On y signera la pétition sur le droit d'asile et l'initiative pour les transports publics.

Genève : jeudi 20 octobre, 20h.30, Salle de Plainpalais. Présentation du livre du PSO : "ETERNIT, Poison et domination. Une multinationale de l'amiante", avec Robert Lochhead, biologiste et Andreas Saurer, médecin.

CANTON DE VAUD

Lausanne : vendredi 14 octobre, 20h.15, Salle des Vignerons (Buffet de la Gare). Présentation du film "La Bombe", de Peter Watkins, suivi d'une discussion.

Renens : mardi 18 octobre, 20h.15, Restaurant de l'Epi d'or, Maison du peuple (salle 5, 1er étage). Présentation du film "La Bombe", de Peter Watkins, suivi d'une discussion.

Nyon : mardi 18 octobre, 20h.15, Grande salle du Restaurant de la Croix-Verte, Place Saint-Martin. Présentation du film "Lettres de Stalingrad" de Jacqueline Veuve, suivi d'une discussion.

FRIBOURG

mercredi 12 octobre, 20h.15, Maison du Peuple. "La résistance à Rothenthurm et l'antimilitarisme" avec Jo Lang, conseiller municipal PSO de Zoug.

mardi 18 octobre, 20h.30, Maison du peuple. "Des crédits sociaux, pas des chars !" Ce que veut le PSO, avec Michel Thévenaz, rédacteur à La Brèche.

BIENNE

samedi 8 octobre. Grève de la faim pour le désarmement organisée par les JSR.

MOUTIER

vendredi 21 octobre, 20h., Restaurant Le Soleil. Film "La Bombe" de Peter Watkins, suivi d'une discussion.

Fribourg :

SUCCÈS D'UNE PÉTITION

La pétition "pour une meilleure formation professionnelle" vient d'enregistrer un succès important. Le grand conseil fribourgeois l'a en effet acceptée comme postulat par 90 voix et 9 abstentions. Les députés ont été impressionnés par le nombre de signatures (6 050) et estiment que les problèmes soulevés sont importants pour le canton.

Quand on sait l'accueil que lui avaient réservé les milieux bourgeois lors de son lancement et de son dépôt, on ne peut s'empêcher de flâner dans cette belle unanimité une odeur de cuisine électorale. Il appartient maintenant au comité pour une meilleure formation professionnelle de veiller à l'application de ces belles paroles.

Constitué à l'initiative du PSO, ce comité regroupe les deux grandes centrales syndicales, plusieurs de leurs sections, les partis de gauche, ainsi que des organisations féministes et de jeunesse.

correspondant

Journée pour la paix du 5 novembre à Berne :

LA DERNIÈRE LIGNE DROITE

Les préparatifs pour la mobilisation du 5 novembre avancent bon train. Le matériel national de propagande est maintenant imprimé. Outre un dépliant, imprimé en grandes quantités, des affiches A2 (Fr. 5.- la pièce) et A3 (Fr. 3.-), ainsi qu'un badge (Fr. 2.-) sont à disposition. Les prix indiqués ci-dessus sont plus bas pour des commandes importantes, par exemple par des comités de mobilisation locaux. L'ensemble du matériel peut être commandé au Secrétariat de la Journée pour la paix, Rathausgasse 36, 3011 Berne (tél. : 031 / 22 59 45).

Rappelons que la Journée commencera à 12h. le 5 novembre avec la constitution d'une immense chaîne humaine reliant les ambassades de l'URSS, des Etats-Unis et le Palais fédéral. A 16h. les organisateurs salueront les manifestants dans les quatre langues nationales, pour donner la parole ensuite à trois personnalités engagées dans le combat pour la paix : Otto F. Walter, écrivain connu, Anne Cunéo, écrivain connue, et une femme italienne qui parlera du mouvement pour la paix dans son pays.

En Suisse romande, les premiers jalons d'une mobilisation unitaire ont été posés. A l'initiative du PSO, un "Comité paix La Chaux-de-Fonds" a été créé avec la participation d'une vingtaine de personnes individuelles membres d'organisations les plus diverses, POP, Frères sans frontières, JSR, Union des femmes pour

la paix et le progrès, Amnesty International, Comité de solidarité avec Solidarnosc, Union pour les droits de la femme, Coordination des mouvements alternatifs, Groupe non-violent. A Bienne, une fête pour la paix est organisée le 15 octobre, avec l'appui du PSO, des JSR, du PSR, du PCE, du Comité Nicaragua-Salvador, du Comité de solidarité avec Solidarnosc. Ces organisations mobiliseront ensemble pour le 5 novembre. A Genève, le "Comité paix" a convoqué une réunion unitaire qui se tiendra le 11 octobre à 20h.30 au Centre de loisirs des Asters, 49, rue Schaub. A Lausanne, le "Groupe vaudois pour la paix et le désarmement" a été créé à l'initiative du PSO, du POP et du Centre Martin Luther King (CMLK).

Mettons-nous tous à la tâche ! Comme cela la Journée pour la paix réunira autant, si ce n'est plus de personnes, que la grande manifestation pour la paix du 5 décembre 1981. Le secrétariat de la Journée est atteignable toute la journée - n'hésitez pas à lui téléphoner.

BIENNE FETE POUR LA PAIX samedi 15 octobre, Saint-Gervais

16h. Film *Femme soldat*. Discussion animée par l'OFRA

18h. Repas

20h. *Le mouvement pacifiste à la veille de l'automne chaud*. Avec Hansjürgen Schulz, pacifiste allemand et Fabrizio Doliotti, Italie, qui participe à la mobilisation de Comiso

22h.30 musique, danse

Org. : PSO, OFRA, PCI, PCE, JSR, Comité Chili, Comité Nicaragua - El Salvador, Comité Solidarnosc, PSR, PS.

Sur le même thème, la paix, dans le cadre de la fête de la Jeunesse socialiste, mercredi 12 octobre, Salle du Faubourg à GENÈVE, aura lieu à 18h.30 un débat "Paix et désarmement" avec des représentants du PS, PdT, PSO et Comité paix Genève.
Org. : Jeunesse socialiste genevoise. Cf. p. 11.

Fête de la brèche à Yverdon : UN SUCCÈS !

Samedi 1er octobre 400 personnes ont participé à la fête de la brèche, au casino d'Yverdon. Le PSO donnait ainsi le coup d'envoi à sa campagne électorale dans le Nord-vaudois, sous les mots d'ordre "L'AVS et des emplois, pas des chars" et "Une femme pour la défense de l'emploi, contre le réarmement et pour la paix, Nicole Lehmann-Gigon au Conseil des Etats".

La fête a débuté le matin sur le marché d'Yverdon avec l'animation de Macadam et Mélodrame et leur poussette surprise. Le PSO y tenait un stand et ses membres offraient à tous ceux et à toutes celles qui venaient faire leur marché un verre de blanc-cassis de la meilleure tenue !

L'après-midi, dans le hall du casino, on pouvait trouver les stands des partis politiques (Alternative démocratique, POP - le PS d'Yverdon a refusé l'invitation), des JSR et des comités de solidarité avec l'Amérique centrale, avec Solidarnosc et du CSSOPE. Tombola, marché aux puces, vente de livres, buffet garni permettaient à chacun de s'informer, de discuter, de s'amuser et de faire la fête. Les participants se défoulèrent à la noce à Thomas en visant les têtes de Reagan, Jaruzelski, Thatcher, Chevallaz et Furgler. En fin d'après-midi, tous furent conviés à la projection de deux films, *Charlot à la guerre* et *Lettres de Stalingrad* de Jacqueline Veuve.

Moment le plus attendu de la fête, le spectacle de variété du soir. Commentant avec l'inénarrable one-man show de Zaneth, il s'est poursuivi par le tour de chant de Michel Bühler et ses cinq musiciens (super-bien et plus encore, ndlc). En fin de soirée, les jeunes d'Yverdon et de la région ont pu danser avec ASB, le groupe de rock le plus connu d'Yverdon.

Cette fête de la brèche a présenté le PSO sous un visage que l'on ne connaît pas toujours dans le grand public, un parti chaleureux, ouvert, qui sait allier le divertissement à la discussion politique. Le contraire de la politique politicienne et des magouilles parlementaires !

SOMMAIRE

EDITORIAL

Ce que disent les sondages... 1

POLITIQUE

Menace de guerre : Pas gênés pour OTAN ! 3

Menace de guerre :

l'avenir qu'ils nous préparent... 3

Attaque au renchérissement : la VPOD réagit 8

Congrès du Parti socialiste suisse :

beaucoup de mots pour pas grand-chose 8

"La Liberté" de licencier... 8

SOCIAL

Licenciements à Verntissa :

Sulzer contre les travailleurs 4

Emploi : Pour sauver Verntissa, il faut agir 4

Initiative pour les 40 heures :

"La responsabilité première appartient 5

à l'USS et à ses fédérations"

DOSSIER

L'Action nationale : le piège nationaliste 6-7

L'AN, faits et dates 7

INTERNATIONAL

TCHAD et LIBAN : la canonnière rose 9

GRANDE-BRETAGNE : Glissement 9

à droite du mouvement ouvrier

Après le chah et Somoza, les PHILIPPINES ? 10

L'empire Marcos en péril

POLOGNE : Kuron et ses camarades en procès 10

A LIRE

"Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses" : 11

l'histoire suisse vue d'en bas ?

L'ÉVÈNEMENT

AMÉRIQUE CENTRALE : Bruits de bottes 12

et tentatives de négociations

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte . . . 22,50

une année, env. ouverte . . . 45.-

une année, env. fermée . . . 55.-

une année, étranger (Europe) . 80.-

abonnement de soutien . . . 100.-

Administration :

La Brèche, case postale 858

1211 Genève 3

CCP 10 - 25 669

Rédaction :

La Brèche, 3, rue Chaucrau

1003 Lausanne

Editeur responsable C.A. Udry

Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :

prenez contact

Parti
Socialiste
Ouvrier (PSO)
section suisse
de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes

Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche,

case postale 13, 2500 Bienne 032 / 22 95 47

case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds

case postale 28, 1700 Fribourg 6

case postale 858, 1211 Genève 3, 022 / 20 68 02

3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021 / 23 05 91

case postale 1532, 2002 Neuchâtel

case postale 485, 1400 Yverdon



Menace de guerre :

Systématiquement, mobilisant ressources scientifiques, financières et militaires, l'OTAN poursuit sa politique agressive, réduisant chaque jour la distance qui sépare la guerre conventionnelle de la guerre nucléaire. Et déjà l'armée américaine en Allemagne de l'Ouest s'entraîne à creuser des charniers...

Systématiquement, pas à pas, les responsables militaires belvétiques poursuivent leur politique d'intégration de la Suisse à l'OTAN. La "neutralité helvétique", cette vieille défroque, a si souvent été retournée que l'on voit à travers. Cette intégration de fait est tellement entrée dans les moeurs de certains milieux militaristes qu'un conseiller national bourgeois n'a pu s'empêcher, lors de la session de juin 1983, de comparer la Suisse avec les "autres pays de l'OTAN" !

Pour qui ne cède pas instantanément aux sirènes de l'anticommunisme, les faits parlent d'eux-mêmes :

— Il y a d'abord le matériel et l'armement militaires, des Tiger au Léopard II, en passant par l'obusier blindé M 109, l'arme antichar Dragon, le missile anti-aérien Rapier, etc. Toutes ces armes proviennent d'un pays membre de l'OTAN. La munition du nouveau fusil d'assaut, dont le calibre correspond aux normes de l'OTAN,

Pas gênés pour OTAN !

sera dans un premier temps fabriquée à l'étranger. Donc dans un pays membre de l'OTAN.

— Dès 1985, les pilotes militaires suisses s'entraîneront sur un aéroport de l'OTAN en Sardaigne. A plusieurs reprises, des troupes suisses ont participé — à titre symbolique, bien sûr ! — aux manoeuvres de l'OTAN. En outre, les officiers instructeurs et les officiers supérieurs sont aussi formés dans des écoles militaires de l'OTAN ou des Etats-Unis (West-Point, par exemple).

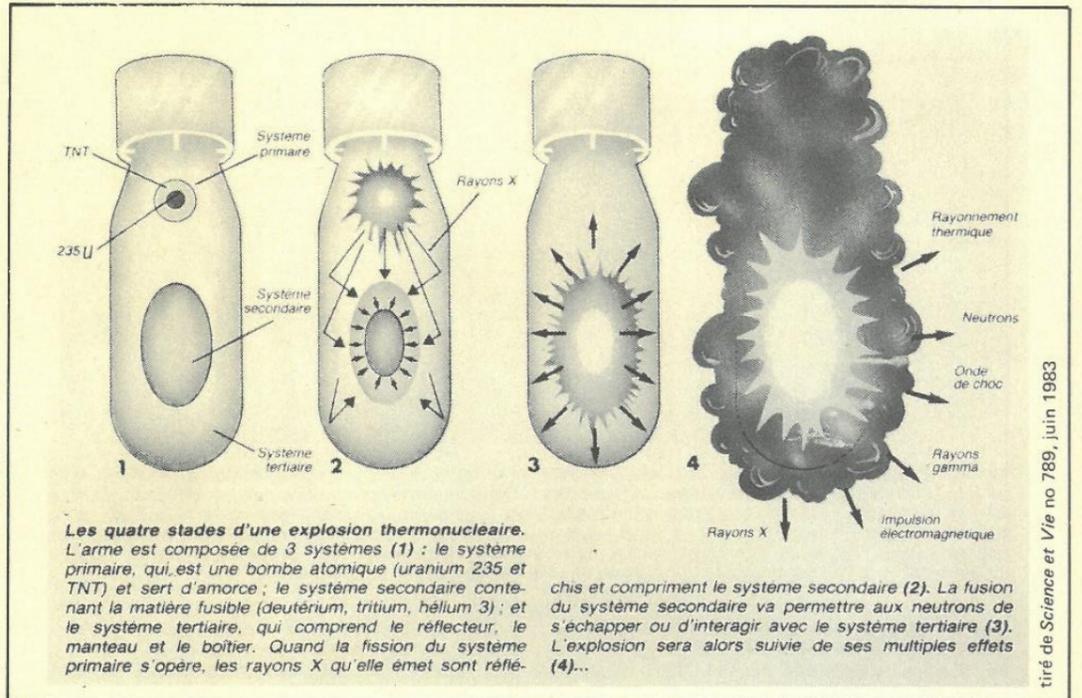
— Les cartes d'Etat-major utilisent les mêmes graphiques que celles de l'OTAN. Les fréquences radio sont très rapidement ajustables à celles de l'OTAN. Le système de surveillance électronique de l'espace aérien suisse fonctionne en collaboration avec celui de l'OTAN. On susurre même que ses différents codes sont établis par le Quartier général de l'OTAN.

— Le Département militaire fédéral (DMF) a tellement "mentalement intégré la Suisse à l'OTAN" — l'expression est de Helmut Hubacher, président du Parti socialiste suisse — que même l'habillement et l'équipement des soldats s'en ressentent. Le célèbre bonnet de police, qui donne au soldat suisse cet air de pelle à gâteau que le monde entier lui envie, est directement inspiré de celui de l'armée américaine dans les années soixante. La veste d'assaut des troupes de montagnes ressemble curieusement à celle de l'OTAN, tandis que le nouveau casque fait du premier soldat venu un "GI's" prêt à mourir pour les Etats-Unis.

— Quant à ce qui devrait rester ultra-secret, hyper-confidentiel et ne jamais sortir du coffre-fort de l'Etat-major, à savoir les plans de défense, c'est franchement la rigolade. Ecoutez ce qu'en dit le général américain Rogers, commandant en chef de l'OTAN : "Les plans de défense qui ont été préparés par votre armée, et je les connais assez bien, me paraissent très encourageants (...)" (L'Hebdo, no 24 du 16 juin 1983). Alors qu'un soldat pourrait théoriquement être condamné pour avoir dit à des tiers son lieu de mobilisation (secret militaire...), le DMF fournit gracieusement à l'OTAN un double des plans de défense !

Plus aucun doute n'est possible : sans jamais oser le dire ouvertement, le DMF a déjà placé l'armée suisse sous le commandement de l'OTAN. "Sur nos monts indépendants", l'Etat-major général fait flotter la bannière étoilée de Reagan-la-guerre.

Eric Peter



tiré de Science et Vie no 789, juin 1983

Menace de guerre :

L'avenir

qu'ils nous préparent...

L'évolution de la stratégie militaire des Etats-Unis et de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord) part de deux conditions : pouvoir utiliser l'arme nucléaire non seulement pour dissuader l'ennemi, mais bien comme une arme de théâtre, sur le champ de bataille, et pouvoir l'engager dès le début des hostilités, comme une arme de première frappe. C'est à ces exigences que correspondent la production et l'installation des missiles de croisière, de la bombe à neutrons et des Pershing II. Cette stratégie est évidemment mondiale, comme un récent dossier de La Brèche l'a rappelé (cf. La Brèche no 304, "Le monde entier est l'affaire de l'OTAN"). Elle est aussi celle de la deuxième génération des armes nucléaires, qui ne se réduit de loin pas à la seule bombe à neutrons.

Tout soldat suisse ayant réussi le tour de force de ne pas s'endormir lors des cours "ABC" le sait : une explosion thermonucléaire possède plusieurs effets. Des effets mécaniques (onde de choc), thermiques (vague de chaleur), de radiations et de rayonnement (radioactivité entre autres). Le principe des armes nucléaires de la deuxième génération, dites aussi armes de bataille, est de renforcer l'un de ces effets par rapport aux autres. Les armes nucléaires de la première génération, dites de dissuasion, ne pouvaient en effet être utilisées directement sur le champ de bataille : leurs effets, mal contrôlés, en faisaient d'abord des armes de destruction massive. La deuxième génération permet enfin aux stratégies de tout poil de faire jousjou avec l'arme nucléaire au niveau du régiment, voire du bataillon. L'humanité réalise ainsi un progrès fantastique...

Le principe de la bombe à neutrons, ou arme à radiations renforcées, est connu : il s'agit d'augmenter au maximum la puissance d'irradiation par rapport aux effets mécaniques et thermiques. Une petite bombe (1 kilotonne) permet ainsi de se débarrasser de toute vie humaine (soldats non abrités ou convoqués dans les transports de troupe) dans un rayon de 900 mètres. Mais au moment même où la bombe à neutrons voyait le jour en série, une autre arme de la deuxième génération était mise au point : la bombe RRR.

La bombe RRR et la bombe EMP

Ces premières initiales mystérieuses désignent tout simplement une bombe à radioactivité résiduelle réduite. Dans ce cas, ce type de bombe cherche à provoquer un maximum de dégâts dus aux effets mécaniques, tout en limitant ceux provoqués par l'onde de chaleur et les radiations. C'est en quelque sorte une fantastique charge explosive. Son intérêt sur le champ de bataille est évident : elle permet aux troupes d'occuper rapidement le terrain "nettoyé" par une telle arme, alors que le recours à un armement nucléaire "classique" interdirait pour plusieurs heures, voire pour plusieurs jours la pénétration militaire des zones touchées, notamment à cause de la radioactivité. Comme l'indique André Gsponer : "En renforçant les effets mécaniques locaux, tout en minimisant les incendies collatéraux et la radioactivité résiduelle qui suit l'explosion, on facilite la progression des troupes en cas d'offensive. Avec l'aide d'un système de pénétration, la bombe RRR pourrait même exploser en dessous de la surface du sol, projetant des masses de débris à des centaines de mètres. Il s'agit donc d'une arme exploitant au maximum l'effet mécanique, décisif sur le champ de bataille."¹

Si la bombe à neutrons voit son rayonnement renforcé, si la bombe RRR possède de puissants effets mécaniques, la bombe EMP a des effets électromagnétiques considé-

ablement plus forts que les autres. Afin de pouvoir saturer, voire détruire, une bonne partie du matériel électronique (radios, radars, ordinateurs, etc.) de l'armée adverse. Le développement technologique des armées modernes est aujourd'hui tel qu'en les privant de leurs moyens électroniques de communication et de détection, on les rend pour ainsi dire aveugles et sourdes.

L'avenir c'est aujourd'hui

Comme le souligne Gsponer, le développement de ces armes s'inscrit dans une évolution stratégique tout à fait actuelle : "Rien qu'en Europe, il y aurait quelque 7 000 armes tactiques (nucléaires, red.) du côté de l'OTAN et 3 500 du côté du pacte de Varsovie, chacune d'entre elles datant généralement de 15 à 20 ans, parfois plus. La tendance actuelle est de diminuer le nombre de ces armes, et de les remplacer par des armes plus modernes, c'est-à-dire plus efficaces, plus faibles, plus "propres". En d'autres termes : susceptibles d'être utilisées au tout début d'un conflit". Ce qui nous ramène tout droit à la nouvelle doctrine de "première frappe" de l'OTAN. On ne s'étonnera donc pas d'apprendre que "les versions Y-4 et Y-5 de l'ogive W 50 destinée au missile Pershing sont des bombes RRR et EMP; les versions Y-3 et Y-4 de l'obus W 79 (tiré par le canon de 8 pouces) sont des bombes à neutrons, et la version Y-5, une bombe EMP". L'on ne s'étonnera pas plus de constater qu'ici aussi les Etats-Unis et l'OTAN ont un temps d'avance sur l'Union soviétique. Les premiers en sont au stade de l'application pratique, la seconde à celui de l'étude. Une fois encore, les premiers fauteurs de guerre sont à l'Ouest.

Eric Peter

1. Notre présentation s'inspire largement de l'article d'André Gsponer, "Bombes, un effet peut en cacher un autre", paru dans Science et Vie no 789, juin 1983. André Gsponer, physicien et docteur ès sciences, est directeur de l'ISRI (Institut suisse de recherches internationales).

Un géant... en bonne santé...

Au niveau technologique, Sulzer est à la pointe du progrès et il s'y maintient grâce à des investissements massifs (207 millions en 1981) et des frais de recherche élevés (4 o/o du chiffre d'affaires). Il dispose d'une bonne longueur d'avance sur ses concurrents en ce qui concerne la production de machines à haut rendement (technologie des diffuseurs d'air, voir photo).

Selon les experts de l'UBS, Sulzer a un bel avenir devant lui : "Les récents investissements, les efforts de développement importants et surtout la forte position sur le marché dans les principaux secteurs devraient se répercuter favorablement sur le chiffre d'affaires et la situation bénéficiaire" (Etude de placements, UBS, janvier 1983). (Voir tableau ci-dessous)

... qui profite de la conjoncture maussade...

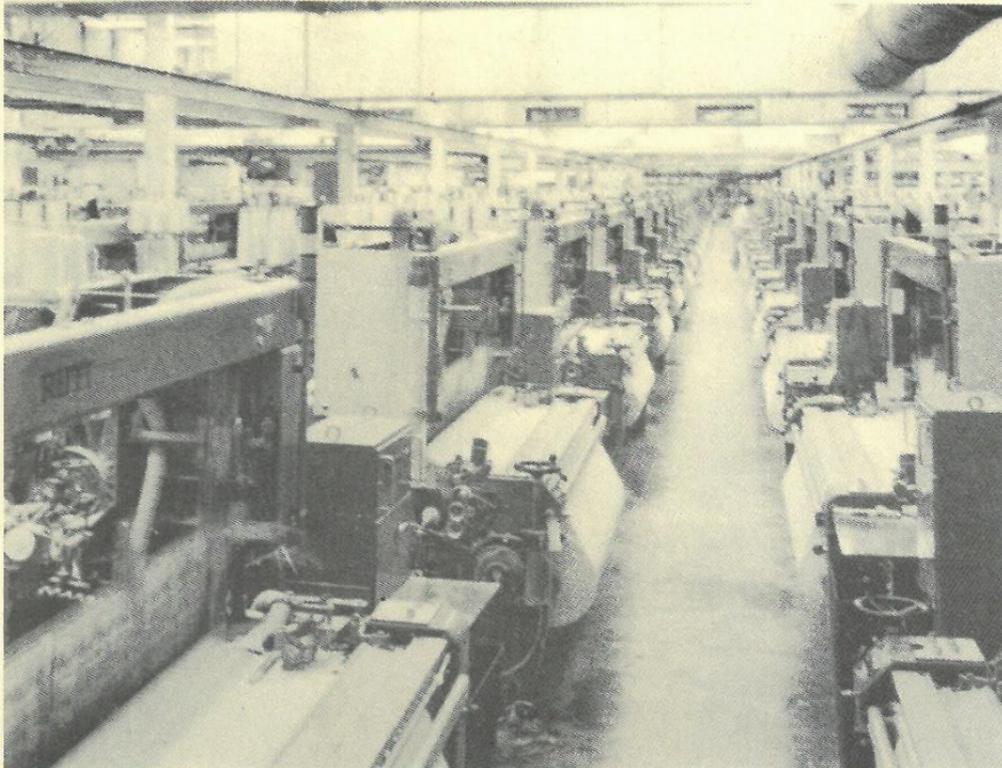
La récession mondiale, qui a touché la Suisse en 1982, a entraîné des baisses de commande dans le secteur des "machines textiles". Sulzer, pour éviter un gonflement des stocks, a introduit immédiatement le chômage partiel, et pour une longue durée. Aux travailleurs de payer le tassement conjoncturel !

Au même moment, en septembre 1982, Sulzer réalise un énorme investissement dans le secteur des machines à tisser : il prend le contrôle de Rütli (250 millions de chiffre d'affaires). C'est que Sulzer voit au-delà des difficultés du moment. En octobre 1983 doit se tenir l'ITMA (Exposition Internationale de la Machine Textile) à Milan. "On sait par expérience, note l'UBS, que dans la plupart des pays, les investissements de remplacement sont freinés à l'approche de cette foire. Aussi, avant cette échéance, la réserve de travail se maintient-elle à un bas niveau" (L'Economie Suisse, UBS, 1979). C'est après que tout s'arrange : à l'issue de la foire de 1979, l'UBS relevait : "Les affaires conclues ou amorcées à cette occasion ont dépassé toutes les prévisions".

... pour couper les branches mortes

A la veille d'un boom des ventes, voire même d'affaires mirobolantes, Sulzer veut mettre à profit le climat de crise et les baisses de commande pour justifier une restructuration brutale. La proximité de la foire internationale tombe à pic : la demande fléchit puisque les investisseurs attendent Milan pour comparer les performances des nouveautés. On justifie ainsi des licenciements, qui préparent des marges bénéficiaires optimales pour la reprise après Milan !

Sulzer a déjà obtenu une croissance de 38 o/o du chiffre d'affaires par travailleur au cours des trois dernières années, ce qui exprime une hausse importante de la productivité du travail. Il ne compte pas s'arrêter en si bon chemin ! Dans ses grandes lignes, le plan est simple : concentrer les activités sur l'axe Zuchwill/Winterthur, avec



Ce n'est pas un hasard si l'usine de tissage la plus grande et la plus moderne au monde (Etats-Unis - notre photo) est équipée de 450 machines à diffuseur d'air produites à Rütli par Sulzer.

Licenciements à Verntissa :

Sulzer

contre les travailleurs

Avec un chiffre d'affaires de 4,4 milliards, Sulzer est le deuxième trust de l'industrie suisse des machines. A lui seul, il exporte autant de machines textiles que le Japon (pourtant au troisième rang mondial) ! C'est le premier fournisseur international de métiers à tisser. Au sein du groupe, le secteur "machines textiles" est d'ailleurs "le plus rentable" (Guide des Actions Suisses, UBS, 1981). Il est aussi en pleine expansion. Avec l'absorption de Rütli (Zurich), racheté à Georg Fischer en septembre 1982, son chiffre d'affaires dépasse le milliard.

compressions du personnel dans les deux grands centres et liquidation de Genève.

Comment résister ?

Un scandale doit cesser : on ne peut pas travailler 42 heures chez Sulzer et licencier du personnel ! En Allemagne, principal concurrent de Sulzer, l'horaire hebdomadaire est à 40 heures depuis longtemps et les syndicats exigent les 35 heures. Par ailleurs, les salaires doivent être maintenus (le chiffre d'affaires par travailleur a crû de 38 o/o durant les trois dernières années).

Pour agir de manière concertée au niveau du trust, des réunions communes des commissions du personnel de Zuchwill, Rütli, Tramelan et Genève sont nécessaires. Une commission interentreprises à Sulzer permettrait d'opposer au plan de rationalisation patronal, un plan ouvrier de défense de l'emploi et

des salaires. On éviterait ainsi les divisions cultivées habilement par Sulzer.

Selon Pierre Schmid (secrétaire FTMH, Genève), la commission d'entreprise et le secrétariat FTMH auraient "arraché à la direction par voie de négociation une déclaration de principe de maintenir l'entreprise avec environ 130 sala-



Sulzer : un empire dont le fief est à Winterthur.

riés" (Lutte Syndicale, 28 septembre 1983). Des promesses ne suffisent pas, il faut des garanties !

Un engagement public de Sulzer à maintenir Verntissa dans les cinq ans à venir (avec clause pénale en cas de violation) donnerait plus de sérieux au marchandage actuel. Quant au plan social, même si les indemnités accordées sont élevées, il ne peut remplacer les emplois perdus, ceci d'autant plus que la plupart des travailleurs de Verntissa n'ont aucune qualification professionnelle. En quelques mois, Sulzer peut d'ailleurs le faire payer aux travailleurs restants par des baisses massives de salaire, avant de les licencier peut-être à leur tour ! Ce serait une défaite sans précédent pour l'ensemble des salariés de la métallurgie genevoise. Verntissa a toujours été un symbole d'organisation et de combativité ouvrière ; son démantèlement sans résistance sérieuse pourrait sonner le glas d'autres entreprises de la métallurgie genevoise (Hispano-Buehrle, Tarex, SIP, Charmilles...). Arrêtons Sulzer avant qu'il ne soit trop tard !

- * 40 heures immédiatement dans tout le trust Sulzer avec maintien de l'emploi et des salaires !
- * Pas de licenciements sans reclassement préalable aux mêmes conditions !
- * Solidarité des travailleurs de Sulzer !
- * Maintien de Verntissa à Genève. Pas de promesses, des garanties !

J. B.

Emploi

POUR SAUVER VERNTISSA, IL FAUT AGIR

Au mois de juillet, après un an de chômage partiel, Sulzer annonce 300 à 500 licenciements dans son secteur textiles entre Genève (Verntissa) et Zuchwill (Soleure).

Le coup d'envoi est donné à Genève avec 150 licenciements (sur 260 personnes employées). Pour les travailleurs restants, Sulzer veut imposer des baisses linéaires d'équipe, pas de compensation du renchérissement. Certains ouvriers pourraient y laisser 1 000 francs par mois ! C'est à prendre ou à laisser. En cas de désaccord, Sulzer se déclare prêt à mettre la clé sous le paillason.

La direction de la FTMH participe aux négociations avec une seule idée : sauver l'entreprise par des concessions, et surtout, éviter que les travailleurs n'entrent en lutte : oui, donc, aux 150 licenciements avec un plan social, oui à la renégociation de l'échelle des salaires, oui à l'abandon de la compensation du renchérissement, mais pas de baisses linéaires des salaires. Le maître mot, c'est : ne pas donner de prétexte à Sulzer pour boucler l'entreprise ! Un compromis sur cette base semble acquis.

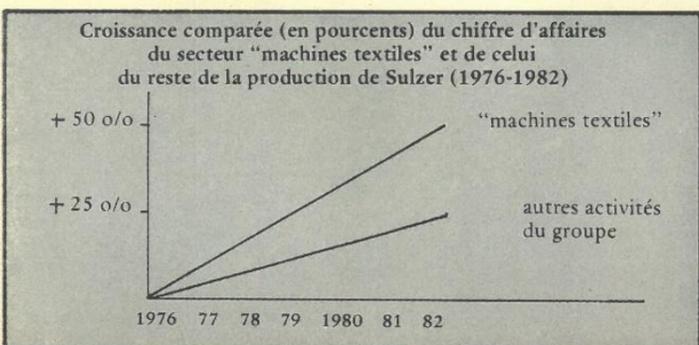
Cependant, alors que les directions ouvrières n'opposent aucune résistance aux licenciements, Sulzer revient sur ses engagements et durcit le ton : il exige à nouveau une baisse linéaire des salaires de 8 o/o ! Riposte des travailleurs : nous irons aux instances... Réponse patronale, un téléx de Zurich (vendredi 30 septembre au matin) : toutes les pièces - même celles qui sont en cours d'usinage - doivent être expédiées à Zuchwill. Au moment de mettre sous presse, nous en sommes là. Va-t-on vers une action brutale de Sulzer ?



Ex-conseiller fédéral Honegger, du Conseil d'administration de Sulzer. Radical comme lui, le conseiller d'Etat Berner laisse faire les licenciements !

Verntissa est un bastion syndical, les salaires y sont élevés, les machines, anciennes, les coûts de transports vers la Suisse allemande, très importants. Il n'y a aucun doute, Sulzer veut fermer Verntissa !

Seule une résistance active des travailleurs dans l'entreprise, relayée par une solidarité syndicale massive et une bataille politique unitaire au niveau cantonal peut encore faire reculer Sulzer. Il n'y a pas une minute à perdre.



Initiative pour les 40 heures :

“La responsabilité première appartient à l’USS et à ses fédérations”

Juste après la décision de l’Union syndicale suisse (USS) de lancer une initiative pour les 40 heures et peu avant la semaine d’action de l’Union fédérative des associations et syndicats du personnel de la Confédération et des services publics, *bresche* (le journal en langue allemande du PSO) a pu s’entretenir longuement avec Walter Renschler. Le secrétaire-dirigeant du Syndicat suisse des services publics (SSP/VPOD), mais aussi vice-président de l’Union fédérative, conseiller national socialiste et dirigeant de l’USS, a ainsi discuté de nombreux sujets avec deux de nos camarades. Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits de cet entretien, paru en entier dans *bresche* no 232 du 3 octobre 1983.

* ENTRETIEN AVEC WALTER RENSCHLER, SECRÉTAIRE-DIRIGEANT DU SSP ET MEMBRE DU COMITÉ DE L’USS.

Bresche : La semaine de 40 heures est une revendication prioritaire des syndicats des services publics. Malgré cela, aucun procès notable n’a été obtenu ces derniers temps. Pourquoi ? Où est le problème, du point de vue syndical ?

Walter Renschler : D’abord, il y a de nombreux salariés, surtout dans le secteur public, qui redoutent de devoir effectuer la même quantité de travail avec un horaire réduit. Ils craignent que l’embauche nécessaire ne se fasse pas. Dans le secteur privé, cette crainte est moindre, car le renouvellement technologique permet plus facilement d’y augmenter la productivité. De nombreux employés des services publics ont peur d’une réduction du temps de travail qui n’apporterait que davantage de stress ou d’heures supplémentaires.

Deuxièmement, de nombreux syndiqués âgés donnent la priorité à la retraite anticipée. Ils se disent : “nous n’obtiendrons pas les deux choses, alors priorité à la retraite”. * Il y a quand même eu l’automne passé une grande manifestation de 35 000 personnes pour la semaine de 40 heures. Elle n’a certes pas suffi, le parlement continuant à refuser d’engager du personnel. Depuis lors, l’Union fédérative n’a pas fait grand-chose. Vu de l’extérieur, on a l’impression que tous les espoirs se tournent vers le Conseil fédéral, dont on attend qu’il présente à nouveau au parlement une loi pour la diminution du temps de travail.

— On ne peut pas dire que l’Union fédérative n’a plus rien entrepris. En tant que vice-président, ce reproche me concernerait au premier chef. Nous avons immédiatement exigé du Conseil fédéral des négociations. C’est vrai, il s’est passé longtemps jusqu’à ce que le Conseil fédéral, qui pouvait s’appuyer sur une décision négative du parlement, soit

enfin prêt à discuter concrètement.

En outre, nous nous sommes immédiatement demandés ce que nous pouvions faire, du côté du personnel, pour donner plus de poids à cette revendication. Le SSP a proposé d’envoyer à tous les syndiqués un questionnaire sur les différents moyens de lutte et de popularisation. Jusqu’à ce que les questionnaires aient été élaborés et envoyés, que les réponses nous soient parvenues en retour, qu’elles aient été dépouillées, cela a de nouveau pris du temps. Les actions de popularisation, c’est-à-dire d’explication de nos revendications dans l’opinion publique, ont obtenu le meilleur score. La semaine d’action du 1er au 8 octobre en est une conséquence; d’autres actions ont déjà eu lieu. Ainsi l’Union de la place de Zurich a organisé un “Zurich by night”, où les parlementaires fédéraux étaient invités. Malheureusement, ceux qui auraient eu le plus besoin de cette visite, les parlementaires bourgeois, n’étaient pas nombreux.

Ces actions ont contribué à élever la mobilisation et l’activité propre des membres. Nous avons été par exemple surpris du nombre de membres qui se sont inscrits aux cours d’animation ou de préparation à la semaine d’action. En Suisse romande surtout, il y a eu des membres d’autres fédérations, par exemple des cheminots (SEV) ou de l’Union-PTT, qui sont aussi venus. Il y a donc un coude-à-coude des fédérations, qui, à ce niveau-là, n’est pas non plus habituel.

* On peut lire aujourd’hui (15 septembre 1983) dans la presse que les négociations entre l’Union fédérative et le Conseil fédéral n’ont rien donné, ni en matière de compensation semestrielle du renchérissement, ni en matière de diminution du temps de travail à 42 heures. Que se passera-t-il alors cet automne ?

— Lors des négociations, il y avait trois conseillers fédéraux présents. Nous avons demandé que lors du débat sur le budget 1984, qui se déroulera en décembre 1984, de nouvelles embauches soient prévues, afin de pouvoir introduire la semaine de 42 heures. Il nous semblait possible d’accepter, comme dernier compromis, mi-85 comme date d’introduction des 42 heures. Le Conseil fédéral était lui pour 1986.

A notre grande surprise, la délégation du Conseil fédéral nous a informé qu’elle n’entendait pas traiter de la question lors de la session de décembre, et qu’elle ne ferait que présenter en mars 1984 — avec le plan financier de la législature — une demande de crédits supplémentaires pour créer des postes en plus aux CFF et aux PTT. Il y a eu un échange vigoureux : le Conseil fédéral estimait qu’en mars les chances seraient meilleures. J’ai répliqué. Malheureusement, nous ne pouvions pas forcer le Conseil fédéral à présenter un projet.

* Lors de ces discussions avec le Conseil fédéral, le “ministre” socialiste des Finances joue un rôle central. Est-ce que le problème de revoir la participation gouvernementale ne se pose pas, pour des syndicalistes ? Ne devrait-on pas se retirer du Conseil fédéral tant que les bourgeois ont la majorité ?

— Je ne suis absolument pas de cet avis. Si nous n’étions pas au gouvernement, il y aurait un manque considérable d’informations, de recherche de solutions et de compromis. Ainsi, en ce qui concerne la réduction du temps de travail, on peut dire que sans Willi Ritschard cela aurait été encore plus difficile. Il s’est quand même engagé pour la diminution du temps de travail, ce qu’un bourgeois n’aurait certainement pas fait. A l’heure actuelle, au moment où justement tant de mesures de démontage sont proposées et réalisées, il n’y aurait, sans notre participation gouvernementale, que davantage d’attaques, massives et profondes.

* Il y a quand même un exemple contraire : le canton qui a connu la plus forte réduction du personnel est celui de Bâle-Ville. Trois représentants du SSP siègent dans son gouvernement de sept membres. La participation gouvernementale de syndicalistes et de sociaux-démocrates ne facilite-t-elle pas la politique bourgeoise de démontage social, en ligotant et en freinant ainsi les syndicats et leur base ?

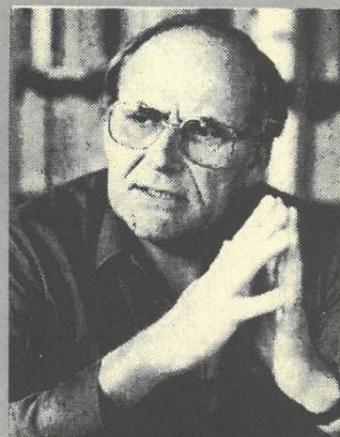
— Naturellement, cet effet en retour peut exister. La participation gouvernementale doit toujours être jugée par rapport aux succès qu’elle apporte. Mais à Bâle-Ville, la question n’est pas celle de la participation gouvernementale, mais celle de bons ou de mauvais représentants gouvernementaux.

* Il se pose en plus la question de la collégialité. Généralement, elle est respectée. Ainsi Willi Ritschard a fait disparaître des prévisions financières la compensation se-

Walter Renschler :

“Si nous n’étions pas au gouvernement, il y aurait davantage de démontage social.”

N’y en a-t-il pas déjà assez ?



mestrielle du renchérissement. Cela contribue quand même à la désorientation et à la passivité. De nombreux syndiqués se disent : “si même notre Willi estime qu’on ne peut obtenir la compensation, alors c’est qu’il n’y a plus grand-chose à obtenir”.

— Willi Ritschard a dû agir ainsi car le parlement avait, massivement, réclamé la suppression de la compensation semestrielle du renchérissement et le Conseil fédéral était d’accord avec cette suppression. L’effet que tu mentionnes peut bien sûr se produire, surtout si le conseiller fédéral en question monte en première ligne. Mais jusqu’à maintenant Ritschard ne l’a pas fait. Au contraire, la question de la compensation peut devenir un exemple positif de participation gouvernementale, dans la mesure où il peut en ressortir une solution de rechange à la suppression complète de la compensation.

* L’initiative de l’USS pour la semaine de 40 heures va être lancée. Nous nous en réjouissons naturellement, même si nous pensons qu’une initiative allant en direction des 38 heures aurait été mieux venue. Il y a eu toutefois un problème à propos du lancement. Un sondage fait auprès des sections et des fédérations a montré qu’une démarche unitaire de l’USS et de tous les partis prêts à soutenir l’initiative était souhaitée. Le Parti socialiste suisse (PSS) s’y est opposé et l’a empêchée. Pourquoi l’USS lance-t-elle maintenant seule cette initiative ?

— Le PSS n’a pas empêché une démarche unitaire. Il s’est irrité du fait que d’autres partis de gauche, à part lui, devaient être intégrés. Il a souligné à juste titre la collaboration traditionnelle de l’USS et du PSS. Le PSS a dit qu’il refuserait éventuellement de participer à un comité unitaire; personnellement, je n’ai jamais pris cela au sérieux. C’était pour moi une tentative inappropriée de pression, qui a toutefois eu des effets sur d’autres. Mais la décision de l’USS, prise à la suite d’une proposition que j’ai faite, avait d’autres motifs : l’USS et ses fédérations ont l’obligation sacrée de mobiliser leurs propres membres et ne doivent pas dès le départ compter sur les partis. Nombre de ceux qui se prononçaient pour l’intégration du PSO et des POCH le faisaient non pas au nom de l’unité, mais parce qu’ils savaient qu’ainsi il serait plus facile de déposer l’initiative, ce qui s’est déjà produit plusieurs fois. C’est contre cette attitude que je me suis battu.

En outre, nous savons que ces partis sont bien représentés parmi nos membres et dans les instances des syndicats. Du point de vue du SSP, la question d’intégrer l’un ou l’autre des partis est de toute façon sans fondement, car l’on ne peut attendre d’un membre de ces partis qu’il récolte des signatures pour une initiative où le PS serait dans le comité d’initiative, alors que son propre parti ne pourrait y être représenté.

Après l’échec de l’accord de paix du travail dans la métallurgie, il est d’autant plus important que les fédérations mobilisent leurs membres et leurs sections. Evidemment, nous nous réjouissons de chaque soutien, qu’il vienne du PSS ou du PSO. Mais la responsabilité première appartient à l’USS et à ses fédérations.



Les fonctionnaires fédéraux en automne 1982 sur la place fédérale. Renschler : “Nous n’avons pas pu forcer le Conseil fédéral”.

"LA SUISSE AUX SUISSES"

Le premier acte officiel de l'AN est l'œuvre d'un seul individu, Fritz Meier, technicien chez Sulzer à Winterthour: en juin 1961 il distribue avec l'aide de sa famille un tract qui appelle à la constitution de l'Action nationale pour lutter contre l'Ueberfremdung von Volk und Heimat (la surpopulation et l'emprise étrangères du peuple et de la patrie). Thème unique de cette intervention initiale: le nombre (prétendument) démesuré d'étrangers en Suisse, comme trahison de la jeunesse et du patrimoine. Fin 1962 Meier fait paraître des annonces publicitaires dans un quotidien local de Winterthour qui reprennent les termes du premier tract et appellent les citoyens suisses à rejoindre et soutenir financièrement un comité d'action. Fonctionnant par assemblées générales de type "familial" selon l'expression de son fondateur, réglées selon un style quasi militaire par un président autoproclamé, ce comité engage des actions ponctuelles sur le slogan "La Suisse aux Suisses".

En 1964 l'AN, qui au départ avait émergé sur la scène publique en dehors du fonctionnement politique habituel, se structure en parti. Elle mène campagne contre l'accord italo-suisse en lançant en février 1965 une pétition adressée au Conseil fédéral qui demande une réduction du contingent immigré de 30 o/o jusqu'au 1er août 1965, la fermeture immédiate des frontières et le prolongement à 20 ans du délai pour la naturalisation. Annonçant 1 000 et bientôt 10 000 membres, l'AN se prépare à participer à des élections aux niveaux national, cantonal et communal. Un comité d'action est maintenu à côté du parti avec comme tâche spécifique de réfléchir à tous les moyens susceptibles de lutter pour une réduction massive et rapide de la main-d'œuvre immigrée.

Jusqu'à son retrait des instances dirigeantes en février 1965, Meier a établi jour après jour la liste des adhésions au mouvement. La liste établie pour la journée du 6 janvier 1965 comprend 295 noms. Plus de 90 o/o des adhésions proviennent ce jour-là des villes de Zurich, Berne, Saint-Gall. Les femmes représentent un peu plus de 20 o/o. En ce qui concerne la profession, les employés (administration, commerce, banques) forment la majorité (25 o/o), suivis des artisans et commerçants (15 o/o), des ouvriers qualifiés (10 o/o), des techniciens et contremaîtres (8 o/o), des ouvriers non qualifiés (7 o/o), etc. On notera la forte proportion de salariés qualifiés.

Comment expliquer cet extraordinaire impact d'un appel qui, en définitive, ne reposait que sur une affirmation fantasmagorique selon laquelle la Suisse, les Suisses seraient menacés par la présence d'un nombre important de travailleurs étrangers?

"LE PEUPLE DES BERGERS"

L'idéologie de l'Action nationale n'a rien de particulier; elle trouve ses origines dans le patriotisme distillé par la bourgeoisie. Avant et durant la Deuxième Guerre mondiale, une intense offensive idéologique de l'Etat suisse a profondément marqué les consciences en Suisse, avec des valeurs abstraites, puisées dans une société paysanne qui n'a jamais existé, où chacun aurait vécu honnêtement de son travail, au sein d'une famille équilibrée où — tous égaux — chacun participait aux décisions. Le général Guisan était un des symboles prégnants de cette Suisse idéale qui repoussait comme suspect ou inférieur tout ce qui était étranger. Contrairement à la bourgeoisie, l'AN a pris au sérieux ces discours et à la lettre l'esprit de la "mob"; ainsi la fête du 1er août est toujours un moment important pour l'Action nationale — qui essaie chaque année d'en faire une mobilisation de masse.

La réalité des années cinquante ne pouvait que révolter des citoyens suisses qui rêvaient à cette patrie tranquille qu'on leur avait peinte. Qu'avaient à faire avec ce rêve l'industrialisation massive qui détruit l'environnement, l'urbanisation qui concentre la population dans des grands ensembles de banlieue, le cynisme, l'enrichissement de quelques-uns et, en dernier lieu, l'arrivée massive des immigrés?

UNE PROTESTATION RÉACTIONNAIRE

Dès la fin de la guerre et jusqu'au début des années soixante-dix, l'économie suisse a connu une expansion de longue durée qui est allée en s'accroissant. La population suisse ne suffisait plus à répondre à la demande du marché du travail, le patronat va, dès 1948, faire largement appel à l'immigration. Réduite à 5,2 o/o de la population résidant en Suisse en 1941, la population immigrée croît alors de manière continue jusqu'à la crise de 1974, passant à 10,8 o/o en 1960, 15,8 o/o en 1969 et finalement 16,7 o/o en 1973.

Inutile de préciser qu'en l'absence de toute politique revendicative de la part des syndicats pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (logements, assurances sociales, infrastructures de qualité telles que crèches, écoles, transports en commun, mais aussi diminution du temps de travail, etc.), le patronat suisse s'est contenté d'exploiter les travailleurs immigrés sans se soucier des conséquences matérielles qu'aurait pour eux, mais aussi pour les travailleurs suisses, une arrivée massive de main-d'œuvre.

L'AN va élever une protestation réactionnaire contre le développement économique qui trouvera une audience dans la classe ouvrière dans la mesure où ce sont les travailleurs



L'Action nationale :

LE PIÈGE

NATIONALISTE

Que l'on ne s'y trompe pas : l'initiative que l'Action nationale (AN) vient de lancer (voir La Brèche no 302 du 27 août 1983) peut redonner à ce parti un souffle qu'il avait perdu suite aux échecs des précédentes initiatives xénophobes. Avec cette nouvelle proposition l'AN se donne un instrument qui pourrait l'aider, au-delà des élections nationales, à regagner du terrain. Des sections disparues risquent de se reformer, d'autres peuvent se consolider. Pour le mouvement ouvrier un tel renforcement signifierait une réelle atteinte à l'esprit de solidarité ouvrière, au profit des valeurs bourgeoises du patriotisme et du militarisme véhiculées par l'AN. Cela ne peut nous laisser indifférents. D'autant moins qu'on voit renaître sur le plan européen des campagnes de l'extrême-droite contre l'immigration qui rencontrent un écho auprès de couches salariées relativement importantes. Il faut dénoncer dès maintenant le piège que constitue la nouvelle initiative de l'AN et tout faire pour empêcher une consolidation de ce parti réactionnaire et des idées dont il est porteur. C'est pourquoi nous publions aujourd'hui un dossier sur l'AN, son histoire, ses origines et son idéologie¹.

qui font les frais du développement anarchique du capitalisme. L'AN s'attaque aux immigrés parce que c'est ce qu'il y a de plus concret, de plus saisissable, que l'on peut montrer du doigt, à qui l'on peut s'en prendre ouvertement. Elle s'y attaque au nom de valeurs patriotiques et militaristes qu'elle estime trahies par un patronat inconscient. Par ces appels nationalistes qui ne sont qu'une forme exacerbée du discours dominant sur la patrie, l'AN a donné de la voix à une protestation jusque-là muette, contre les modifications rapides du mode de vie et de l'environnement. Cette protestation s'est concentrée d'autant plus facilement contre les travailleurs immigrés qu'il ne s'est trouvé aucune force sociale et politique voulant et pouvant mobiliser unitairement les travailleurs et la population contre la bourgeoisie suisse et son gouvernement pour obtenir des améliorations des conditions d'existence.

UN PROGRAMME ÉTROITEMENT NATIONALISTE

Le premier programme de l'AN (1963) est signé par le fondateur du mouvement, Fritz Meier. Il tient en une page. Son but : "Lutter contre l'invasion des travailleurs étrangers" afin de "pouvoir se sentir à nouveau chez soi". Les différents paragraphes sont tantôt des formules très générales paraphrasant des articles constitutionnels; ainsi la

rubrique "libertés individuelles" prévoit le droit d'association, la liberté d'opinion, de presse, de croyance et de conscience ! D'autres rubriques ne ressemblent que de loin à un programme politique global; ainsi la rubrique "agriculture" propose comme objectif le soutien des exploitations qui n'utilisent que la main-d'œuvre indigène. D'autres enfin ne font que transposer dans tel domaine les impératifs de la lutte contre l'emprise étrangère; ainsi la protection de la nature est conçue comme lutte contre les excès de la construction dus à la prétendue surpopulation étrangère. Fondamentalement le programme ne changera plus, simplement les aspects les moins crédibles en seront gommés. Mais surtout il est peu utilisé, car c'est le président qui dans les faits détermine la ligne politique et imprègne le mouvement de ses fantasmagories personnelles. Le pouvoir quasi absolu du président n'est sans doute pas étranger aux multiples dissensions internes, exclusions du parti ou destitutions des instances dirigeantes.

Ainsi l'ère Meier a été marquée par une seule et unique obsession, diminuer radicalement le nombre des immigrés.

1. Nous reprenons un certain nombre de données d'une étude récente publiée par Marianne Ebel et Pierre Fiala, *Sous le consensus, la xénophobie. Paroles, arguments, contextes*. Mémoires et documents no 16, Institut de Science politique, Lausanne, 1983. Nous n'entrons pas ici en matière sur "Vigilance" qui nécessiterait une étude séparée.

L'entrée de Schwarzenbach dans le mouvement entraînera un élargissement des préoccupations de l'AN. Pour le leader anti-étrangers, figure la plus marquante qu'ait connue l'AN, la question de l'immigration est conjoncturelle. Son objectif est de construire un parti politique de droite avec une assise populaire, intervenant sur tous les thèmes de la politique intérieure et extérieure. C'est ce qui l'amènera à scissionner pour fonder son propre parti, le MNA (Mouvement national d'action républicaine). Avec lui apparaît de manière explicite la lutte contre le communisme et la "subversion", dimension aujourd'hui permanente de l'AN.

L'arrivée de Valentin Oehen donnera un vernis pseudo scientifique aux prises de position de l'AN. Sur la base des analyses de "l'ingénieur diplômé" l'AN vote en 1971 une déclaration de principe sur l'explosion démographique mondiale, la mise en danger de l'équilibre de la biosphère et la crise biologique imminente, qui se conclut par la nécessité pour l'AN de préparer le peuple suisse à affronter cette crise (notamment en renvoyant les immigrés car "la surpopulation nous amène tout droit aux pénuries énergétiques et alimentaires en raréfiant dangereusement l'air, l'eau, le sol et notre faune"). Le problème de l'agriculture, du réduct national prend alors une place de première importance. C'est dans cette perspective que l'AN s'est prononcée et même engagée contre le programme des centrales nucléaires (moins d'étrangers = moins d'énergie!).

NOSTALGIE, QUAND TU NOUS TIENS...

A travers son journal, par son activité parlementaire, et des communiqués de presse, l'AN se prononce sur de nombreux problèmes (contre l'entrée de la Suisse à l'ONU, pour un renforcement de l'armée, contre la vivisection, contre l'égalité des droits, pour la suppression de l'heure d'été...). Mais tous ces thèmes sont traités dans le même langage et dans une perspective unique : "la Suisse aux Suisses". C'est à cela que se réduit l'essentiel de son programme.

Reste qu'on a pu lire, en 1976-1977 dans *Peuple et Patrie*, des articles ouvertement fascistes, à la gloire du NOS (Nouvel ordre social) ou du nationalisme révolutionnaire... Visiblement, on n'est pas trop regardant à l'AN sur les personnes qui entrent dans le parti et les idées fascistes y ont apparemment un écho puisqu'on les fait imprimer. Cela explique sans doute, pour une part, les problèmes internes sans fin que connaît régulièrement l'AN. Encore en août 1983, *Peuple et Patrie* publiait un article de la section vaudoise intitulé "Quel chambardement !" et qui annonçait, presque avec jubilation, qu'une assemblée générale houleuse avait "démis de leurs fonctions de président,

vice-président et membre du comité trois personnages qui avaient frappé à la mauvaise porte".

La récession, la réapparition du chômage, permet à l'AN de renouveler des campagnes par tracts et lettres. Elle annonce même l'ouverture d'un bureau de placement "pour Suisses, seulement!". Aucun Suisse ne doit se trouver au chômage tant qu'il y aura des immigrés dans ce pays...

Dès le début l'AN a su utiliser tous les problèmes de la vie quotidienne pour alimenter sa campagne anti-immigrés (environnement, délinquance, criminalité, logement, emploi, etc.). De même elle a tiré les leçons des échecs de ses initiatives; poursuivant toujours le même objectif, elle a cherché à adapter ses propositions de façon à les rendre plus crédibles. On mesure le chemin parcouru entre la pétition de février 1965 qui exigeait une diminution de 30 o/o du contingent immigré jusqu'au 1er août de la même année (!) et l'initiative actuelle qui évite de parler de renvoi et qui prévoit une diminution "naturelle" de 200 à 300 000 immigrés en 15 ans.

UN DANGER TOUJOURS PRÉSENT

L'AN, avec son idéologie patriotique, peut encore remporter des succès tant sur le plan électoral que sur le plan d'une mobilisation qui divise la classe ouvrière. Elle reste comme parti un groupe de pression important pour tout ce qui a trait à la politique de la Confédération en matière d'immigration. Ses succès, elle les maintiendra ou les retrouvera selon les circonstances tant que n'apparaîtra pas une alternative sociale, aux niveaux syndical et politique, une force capable de mobiliser les travailleurs pour résoudre de manière positive les problèmes des salariés.

Mais il reste vrai que sur ce programme nationaliste étroit, l'AN a toujours eu des difficultés à trouver des cadres d'envergure, capables de structurer le parti et de donner au mouvement un objectif mobilisateur. Reste qu'il faut être très attentif au fait que le climat politique international, le prolongement de la récession peuvent amener des intellectuels à se tourner en plus grand nombre vers l'extrême-droite pour utiliser le potentiel électoral et militant de l'AN et l'employer plus violemment contre le mouvement ouvrier.

Comme pour tout mouvement patriotique, le but de l'AN est l'affaiblissement du mouvement ouvrier, c'est-à-dire de l'organisation indépendante des travailleurs face au patronat, condition de tout progrès social. C'est pourquoi nous devons mener une lutte permanente contre ce mouvement et son idéologie, particulièrement dans la classe ouvrière où il trouve une résonance.

Marianne Ebel et Henri Vuilliamet

UN RAMASSIS DE SERVILITÉ ET DE RACISME

"Tout l'avenir de notre pays dépend de la capacité de tout le peuple de mener à bien un exercice de renonciation, au nom de la solidarité entre tous." (James Schwarzenbach, 1973)

"Les travailleurs doivent être prêts à donner le meilleur d'eux-mêmes, voire leur vie, prêts à tous les sacrifices face à l'expansion effrénée." (*Peuple et Patrie*, 1973)

"Le droit à la propriété privée est profondément ancré dans notre conscience et ceux qui y touchent sont nos ennemis." (*Republikaner*, 1973)

"L'augmentation des heures de travail a l'avantage qu'elle entraîne une augmentation de la production sans investissements nouveaux et sans entraîner une augmentation des frais sociaux." (*Republikaner*, 1973)

"L'impôt sur la richesse est une attaque contre la propriété privée." (*Republikaner*, 1973)

"Le service civil est un moyen de plus dans l'éventail de la stratégie subversive dirigée contre notre Etat démocratique." (G. Breny)

"L'extension perpétuelle des systèmes d'assurance en tant qu'équipements improductifs est une aberration." (*Republikaner*, 1973)

"Notre peuple est devenu un peuple commode : les jeunes, amollis et gâtés par les équipements sociaux, les bourses, la surformation, les loisirs organisés par les autorités ne veulent plus travailler et mettre la main à la pâte." (*Republikaner*, 1973)

"Personne ne peut ignorer que le but d'élever les peuples sous-développés au niveau des pays industrialisés équivaut à l'autodestruction précipitée des bases de la vie humaine entière." (Valentin Oehen)

"Un gardien de cochons n'est pas qualifié pour devenir président de la République du soir au matin. Et l'Europe paiera cher sa politique actuelle d'abandon de l'Afrique : les richesses qu'elle exploitait jusqu'à ce jour, elle est en train de les perdre." (Charles Desfayes).



"L'Afrique du Sud, le pays le plus démocratique du monde, menacé par le terrorisme noir." (*Republikaner*, 1973)

"Les Grecs sont un peuple aimable mais ils ne sont pas nés pour la démocratie et ne savent pas se comporter en liberté." (*Republikaner*, à propos de la dictature des colonels grecs.)

A propos des réfugiés chiliens : "D'abord 200, ensuite 12 000. Il semble que nous avons bien trop de canailles de toutes sortes chez nous et qu'il est temps de mettre fin à l'invasion de notre pays par une clique non recommandable."

En un mot, la nostalgie de ce que James Schwarzenbach écrivait le 27 juillet 1940 aux *Basler Nachrichten* : "Si ce fut le destin d'un Bonaparte de secouer l'ordre social et l'organisation des Etats issus du Moyen Age, aujourd'hui c'est la mission des jeunes armées révolutionnaires de Hitler et de Mussolini de refondre l'Europe dissolue et décadente dans un ordre nouveau et durable."

L'AN, faits et dates

1961 : distribution du premier tract de l'AN dans la région de Winterthur.

1963 : premier programme politique. Envoi de 11 000 tracts avec bulletin de versement et diffusion du programme.

1964 : adoption des statuts qui définissent l'AN comme une association et création d'un comité d'action. Campagne contre l'accord italo-suisse : envoi postal de 150 000 tracts-bulletins d'adhésion à Zurich, dans l'Oberland zurichois, Berne et Lucerne. Novembre : 1 000 membres.

1965 : pétition au Conseil fédéral. Février : 10 218 membres. Dissensions internes. F. Meier "renonce" à la présidence. Remplacé par Perret.

1966 : publication d'un journal qui paraît tous les deux mois sous le titre *Nationale Aktion*. Des sections sont créées à Winterthur, Zurich, Rüti, Berne, Saint-Gall, Appenzell, Bâle-Ville/Bâle-Campagne, Bienne-Granges, Lucerne. Des contacts existent dans les cantons de Schaffhouse, Soleure, Argovie, à Thoune et Coire.

1967 : Schwarzenbach est élu au Conseil national.

1968 : le journal devient mensuel sous le titre *Volk und Heimat*. Le ton est clairement anticommuniste. Contre le Parti communiste italien, les Colonies libres italiennes, contre les droits des étrangers.

1969 : premières références à la Suisse romande. Création d'une section au Tessin. Schwarzenbach prend la présidence de l'AN.

1970 : votation de l'initiative "Schwarzenbach". Nouvelles sections : Genève, Lausanne, Vevey, Neuchâtel, Thoune, Frauenfeld, Zoug. En tout vingt-deux sections.

Novembre 1970 : nouvelles dissensions. Schwarzenbach quitte l'AN et fonde un nouveau parti, le Mouvement national d'action républicaine (MNA) qui connaîtra un essor jusqu'en 1974 puis déclinera pour disparaître complètement en 1978, au moment où Schwarzenbach quitte la scène politique. L'AN a trois élus aux élections cantonales à Zoug.

1971 : nouveau président, Rudolf Weber. Lancement de la troisième initiative contre la surpopulation étrangère. Nouveaux élus : à Bâle-Campagne, trois mandats au "Landrat", à Zurich, dix mandats. Aux élections nationales l'AN se présente dans onze cantons et obtient quatre conseillers nationaux (Bâle-Ville, Berne, Vaud, Zurich).

1972 : profondes dissensions internes, démissions, scissions, appel à la discipline ! Le président est destitué et remplacé par Valentin Oehen. Elections cantonales à Bâle-Ville : dix candidats élus.

1973 : formation d'un groupe parlementaire AN-MNA. Publication de *Peuple et Patrie* (paraît dix fois l'an). Création d'une section Jeunesse-Action à Payerne et de Jung-Nationale-Aktion (JNA) à Bâle. Entrée au Conseil communal à Lausanne et Vevey.

1974 : échec de la troisième initiative xénophobe : dissolution du groupe parlementaire AN-MNA. Cinq parlementaires élus dans le canton de Berne. Parution de *Standpunkt*, journal des JNA qui annoncent une "section" à Soleure, Bâle, Berne et Zurich.

1975 : l'AN annonce trente sections, dont seulement trois en Suisse romande. *Volk und Heimat* est tiré à 17 000 exemplaires (pas de chiffre pour la Suisse romande). Elections au Conseil national : l'AN perd deux sièges. Lancement d'une initiative "pour la protection des travailleurs suisses" qui ne sera jamais déposée.

1977 : échec de l'initiative pour la diminution des naturalisations. Perte aux élections en Suisse romande : plus d'élus à Lausanne et Vevey, disparition de la section de Neuchâtel. Mandat supplémentaire au Grand conseil d'Argovie (six au lieu de cinq); gain de quatre sièges en ville de Berne, entrée au législatif de Bienne.

1979 : dépôt de l'initiative "contre le bradage du sol national". Aux élections nationales, maintien de deux sièges.

1980 : Oehen abandonne la présidence de l'AN et est remplacé par Hans Zwicky.

1981 : campagne contre "Etre solidaires" et référendum contre la nouvelle loi sur les étrangers.

1983 : lancement d'une nouvelle initiative contre la "surpopulation étrangère". Campagne contre les réfugiés. Sous le slogan "La barque est pleine", l'AN présente une liste dans huit cantons aux élections nationales.

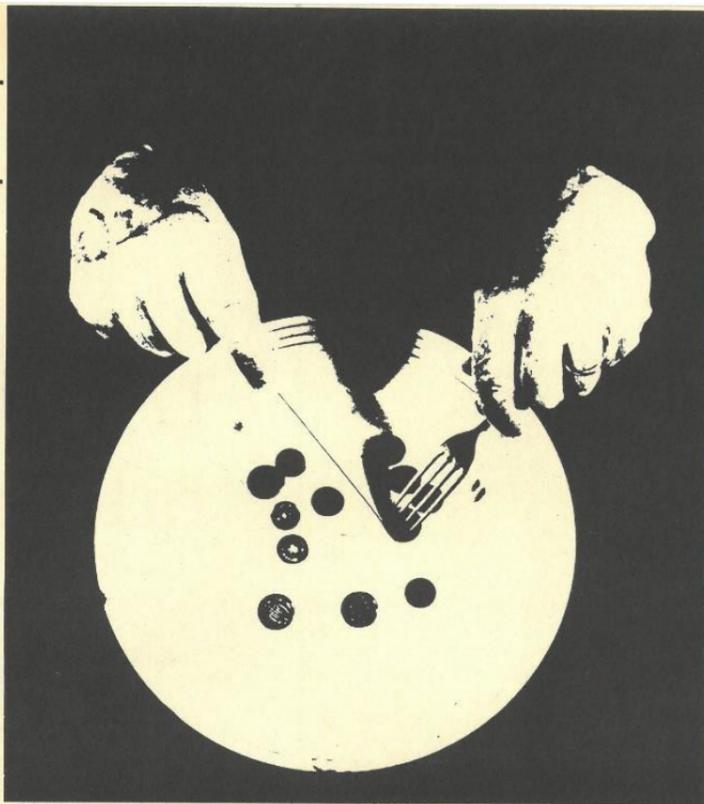
Hôpital de Bienne :

UNE INFIRMIÈRE LICENCIÉE EXPLIQUE

J'ai été engagée en mai, après mon diplôme, dans un service gynécologique. Connue comme syndicaliste active, j'ai donné aussi diverses interviews lors de la votation sur un Centre d'information sexuelle et de consultation (CISC). Ça a déplu à la direction. Pourtant, le directeur lui-même et le corps médical ne se sont pas privés de mener campagne contre le CISC. Aucun reproche professionnel ne m'a jamais été fait.

Après l'échec du CISC en votation, en juin, l'infirmière-chef m'a signifié que le poste prévu en gynécologie n'était plus libre et me proposa d'autres services. Ayant appris que ce changement était dû à mes activités dans le CISC, j'ai fait recours à la direction. En réponse, j'ai reçu ma lettre de licenciement. Motif : mon mécontentement promettait un climat de travail peu agréable !

J'ai maintenu mon recours, appuyée par la VPOD et par une pétition de personnalités de la gauche biennoise. La direction a décidé alors de suivre la voie légale, soumettant le recours à la commission compétente. Le recours a été entendu et j'ai été réintégrée. Le service où je travaillerai doit encore être discuté. L'affaire est donc en principe gagnée mais tous les moyens de pression sont encore possibles. Pour l'avenir, il est urgent de renforcer le syndicat à l'hôpital.



Attaque au renchérissement :
La VPOD réagit

La municipalité biennoise à majorité socialiste poursuit une politique d'austérité depuis le début de la récession qui frappe l'arc horloger. Les conséquences de cette politique ne se sont pas fait attendre pour le personnel municipal.

En effet, la situation des employé(e)s de la ville s'assombrit de plus en plus. Sous pression des partis bourgeois, la municipalité maintient un strict blocage du personnel et même procède à des rationalisations dans certains départe-

ments. En 1981 les 42 heures ont été introduites dans les ateliers, sans qu'aucun engagement supplémentaire n'ait été autorisé alors que le volume de travail s'est accru.

Toujours pour raisons financières et risques de confrontation

avec les partis bourgeois trois demandes d'augmentation de salaire réel ont été repoussées de même qu'une motion (venant d'ailleurs d'un membre du Parti socialiste) qui proposait un autre système de renchérissement favorable aux petits salaires. Le PS démoralise par son attitude les employés et travailleurs qui attendent autre chose. Surtout que Bienne compte près de 1 000 chômeurs.

Les partis bourgeois vont encore plus loin et proposent l'abolition du renchérissement semestriel pour les employé(e)s de la ville.

La VPOD est donc confrontée à une étape importante : ce n'est plus seulement la municipalité qui refuse une amélioration salariale, mais ce sont les partis de droite qui s'en prennent à un acquis fondamental. En plus certains syndicalistes sont tracassés, voire licenciés à l'hôpital régional pour leurs activités.

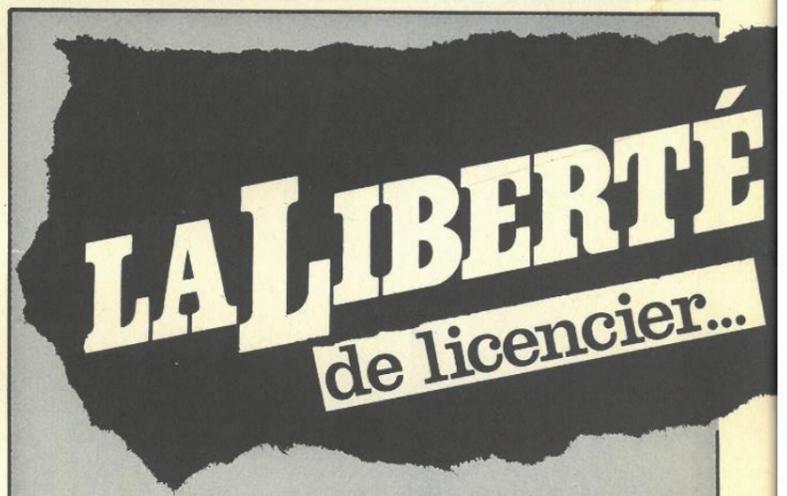
La VPOD manifeste

Face à cette attaque sans précédent la VPOD s'est mobilisée et ap-

pelle tous les employé(e)s à signer une pétition qui devra être remise lors de la séance du Conseil de Ville du 19 octobre avec manifestation à l'appui. La section de la VPOD a reconnu que l'enjeu était de taille et qu'une réponse ferme était nécessaire pour s'opposer à toute remise en cause des acquis du personnel de la ville.

De son côté, la municipalité — majoritaire de gauche ! — doit passer à l'offensive en supprimant le blocage du personnel et en introduisant les 40 heures. Les places de travail ainsi créées pourraient en partie être occupées par des chômeurs ayant bénéficié d'un recyclage. Pour couvrir ces frais, la ville ne doit pas craindre d'exiger une aide semblable à celle que les autorités cantonales ont offertes à la ville de Moutier pour les chômeurs de Tornos-Bechler et d'intervenir pour une harmonisation des impôts communaux. Seule cette politique permet d'éviter qu'à la fin du mois 300 personnes doivent être prises en charge par les Oeuvres sociales.

M.T., Bienne



Il avait signé la liste du PSO

JOURNALISTE

LICENCIÉ DE "LA LIBERTÉ"

Un journaliste de **La Liberté**, le quotidien de Fribourg, vient de se faire licencier. Motif : il avait signé la liste du PSO pour les élections au Conseil national, en compagnie de 84 autres citoyen(ne)s. Précisons qu'il n'est pas membre du PSO, ni même sympathisant. Ami d'un candidat, il avait donné sa signature par sympathie personnelle et pour permettre au jeu démocratique de se faire le plus largement possible. Mais, pour l'administrateur et le rédacteur en chef du journal, il aurait ce faisant rompu les rapports de confiance.

Ces dernières années, **La Liberté** nous avait habitués à plus d'ouverture d'esprit. Elle avait pris ses distances avec le PDC qu'elle avait servi pendant un siècle. Par exemple, elle avait entièrement pris fait et cause pour l'initiative "Etre solidaires". Va-t-on retourner aux années noires de l'obscurantisme ?

Une chose est sûre. Le rédacteur en chef des **Freiburger Nachrichten** (qui appartient au même groupe de presse que **La Liberté**) n'a pas été inquiet en figurant sur les listes du parti chrétien social lors des élections cantonales. Rien à craindre non plus pour un journaliste de **La Liberté** connu pour son appartenance au PDC.

L'affaire est très grave. Elle prouve que dans cette "démocratie", certains sont plus égaux que les autres. Figurer sur les listes d'un parti bourgeois est un marche-pied pour une ascension professionnelle. Ce n'est pas le conseiller national Butty qui nous contredira, lui qui collectionne les conseils d'administration¹. A l'autre bout, le simple fait de signer une liste électorale du PSO peut entraîner son licenciement. C'est d'ailleurs en raison de ce danger que la liste du PSO à Fribourg ne comporte que deux candidats, dont aucune femme.

Cet épisode prouve que le PDC a la haute main sur l'appareil d'Etat fribourgeois et l'utilise selon sa convenance. Ses hauts fonctionnaires ou ses magistrats n'ont pas hésité à communiquer le nom d'un citoyen à son employeur. Une fiche de plus pour Cincera ?

1. Dans *Wer regiert die Schweiz ?*, H. Tschäni lui reconnaît 14 conseils d'administration atteignant la somme de 27,725 millions de capital-actions.

Congrès du Parti socialiste suisse :
Beaucoup de mots pour pas grand-chose

Le Congrès du Parti socialiste suisse (PSS) qui s'est tenu les 10 et 11 septembre était un congrès électoral. Publicité mise à part, il devait convaincre les militants que le parti peut gagner aux prochaines élections. Mais gagner quoi, se battre pour quoi ? Le Congrès est resté dans le flou, si ce n'est rappeler qu'il faut gagner des voix.

Même la gauche du PSS, qui s'était jadis manifestée par une politique plus active au niveau national, s'est bornée à quelques remarques, sans critiques ni propositions majeures. La direction du parti fit par contre monter deux clowns à la tribune pour secouer le diaphragme de ceux qui trouvaient encore à rire...¹

Le PSS défend l'Etat

Ténor de ce Congrès et de la campagne électorale, Helmut Hubacher, président du parti, souligne dans son discours d'ouverture : "La majorité des acquis de l'Etat social porte notre signature. Voilà pourquoi cet Etat est, depuis quatre ans, la cible des attaques des grands partis gouvernementaux".

Cette ligne permet de justifier et de poursuivre tout ce que le PSS a fait et qui a conduit, comme on le sait, non seulement aux échecs électoraux du parti mais encore aux défaites et à l'inactivité de presque tout le mouvement ouvrier. Défendre les dépenses sociales favorables aux salariés ? Le PSS ne l'a pas fait face aux attaques de la droite. Que l'on pense à son soutien à l'escroquerie des caisses de pension, son appui au démontage de l'assurance maladie ou de l'AVS.

Pendant ce temps, le PSS vote chaque crédit militaire — comme il l'a toujours fait, bien qu'il se dise partie prenante du mouvement pour la paix — et il va même jusqu'à proposer ses propres projets de TVA, qui accroîtront la charge fiscale des bas revenus.

Unité avec qui et contre qui ?

Faire des grandes déclarations et en même temps le dos rond face aux attaques de la droite, voire y collaborer — ces caractéristiques de la politique du PSS, qui ne le rendent crédible ni à gauche, ni à droite, ont aussi dominé ce congrès. Le parti a adopté une résolution sur la répression au Chili et en Turquie, mais refusait de soutenir le même jour une manifestation de solidarité contre l'interdiction de la manifestation Chili-Turquie par la Ville de Zurich (où participent des socialistes). Le conseiller fédéral Aubert, qui louait récemment encore les "perspectives démocratiques" en Turquie, passe inaperçu dans l'appel à la solidarité. Unité avec qui et contre qui, alors ? La résolution sur l'initiative 40 heures de l'USS soutient celle-ci alors que le PSS a mis son veto — contre l'Union syndicale et ses cartels — à un comité de sou-

tien de tous les partis de gauche et a tenté de supprimer du texte de l'initiative la garantie du maintien des salaires.

Des initiatives en réserve

Sur un seul point — initiative pour la protection de l'environnement — le Congrès est allé au-delà des coups de chapeau à gauche tout en poursuivant la collaboration avec la droite. Le PSS se veut écologiste, tandis que son conseiller d'Etat Lang (Aarau) en appelle à l'armée pour résoudre le problème de Kaiseraugst...

En fait, la décision de lancer cette initiative risque fort de rester dans les tiroirs : la majorité du parlement vient de décider d'accorder le droit de recours aux organisations écologistes. Il risque d'en aller de même de l'initiative annoncée sur l'assurance-maladie. Le contenu de cette initiative n'est pas déterminé, ce qui laisse à la direction du parti tout loisir de la garder au frigo, pour dire par la suite (comme jadis sur le droit de référendum sur les crédits militaires) que le parti est à l'origine de cette proposition !

Le Congrès s'est achevé par un soutien du PSS à la manifestation du 5 novembre pour la paix.

Tant mieux. Mais qu'est-ce qui obligera ses parlementaires à appliquer l'une des cinq revendications de cette manifestation : "Des dépenses sociales, pas des dépenses militaires" ?

Fritz Osterwalder

1. Non, ce n'est pas une méchanceté sectaire, c'est réellement vrai !

Tchad et Liban :

Avril 1981 : le candidat Mitterrand déclare qu'il veut "donner au monde un autre signal de sécurité et de solidarité que celui des Transalls, Jaguars et autres Alouettes" (Afrique Industries, 15 avril 1981). Le "Projet socialiste" de 1980 condamnait, lui, en ces termes la politique giscardienne : "Le président de la République manifeste un goût particulier pour jouer sur ce continent (l'Afrique, réd.) le rôle d'un gendarme et soutenir les régimes les plus arriérés et les plus corrompus. Dans presque chacun de ces pays, dans presque chacun des aspects de nos relations, l'honneur et l'intérêt de la France commandent de prendre le contre-pied de cette politique".

Aujourd'hui 2 000 paras français sont à Beyrouth, 3 000 autres au Tchad. Depuis la guerre d'Algérie, il n'y a jamais eu autant de soldats français engagés à l'extérieur du pays. Le "signal de sécurité et de solidarité" reste celui des Jaguars survolant N'Djamena et des Super-Etendards passant au dessus du Chouf libanais. Quant à l'arriération et à la corruption des régimes d'Amine Gemayel et de Hissène Habré, elles sont en effet peu contestables. Jamais la continuité politique entre le régime de Giscard et celui né du 10 mai n'aura été aussi grande qu'en matière de

LA CANONNIÈRE ROSE

politique extérieure et militaire. Et François Mitterrand n'est pas le dernier à s'en vanter : "Si la méthode change, l'objectif reste qui consiste à préserver le rôle et les intérêts de la France et à remplir nos devoirs à l'égard de nos amis (...)" (Le Monde, 26 août 1983).

Quelle pitié et quelle déchéance ! Le rôle de la France au Tchad et au Liban, qu'est-ce d'autre finalement que de servir de troupes supplétives à l'impérialisme américain, en espérant ainsi conserver une voix au chapitre ? Qu'est-ce d'autre que d'essayer de maintenir en vie des Etats néo-coloniaux au bord de l'effondrement ? Cette continuité impérialiste, on peut la toucher du doigt ailleurs aussi. Dans les Territoires et Départements d'Outre-Mer (TOM et DOM), ces derniers lambeaux de l'Empire, où rien n'a changé. Et même en Corse, où la politique de Mitterrand a consisté à mettre sur pied une Assemblée régionale-bidon, à envoyer un super-flic et à dissoudre l'organisation nationaliste corse légale...

Déjà les premiers soldats français sont morts au service de cette politique néo-coloniale. Déjà les travailleurs français commencent à en payer la note : à fin août, 2,5 millions de francs français étaient transférés de l'Éducation nationale au ministère de la Défense. Ils étaient d'abord affectés aux "établissements d'enseignements du second degré, établissements scolaires spécialisés, centres d'information et d'orientation et formation des personnels"; ils serviront désormais aux "structures opérationnelles et de soutien" de l'armée de terre (Journal officiel du 26 août 1983). La somme n'est pas énorme, mais l'exemple est symbolique : rabotter sur la formation scolaire et professionnelle au profit des aventures néo-coloniales, c'est tout un programme. Il est vrai que pour "casser" du Palestinien, du Libanais ou du Tchadien, une formation élémentaire suffit largement...

Politique de la canonnière à l'extérieur, recherche permanente du soutien patronal à l'intérieur, voilà les deux mamelles de la politique de François Mitterrand. Elles nourrissent de moins en moins les travailleurs français, qui commencent à la trouver saumâtre : selon un récent sondage de Paris-Match, 52 o/o des citoyens désapprouvent l'intervention au Tchad et 56 o/o celle au Liban. Pour beaucoup, la "force tranquille" est déjà une farce amère.

Eric Peter



Les ouvriers des chantiers navals à la pause. Les syndicats conseillent de baisser les bras !

Grande-Bretagne :

Glissement à droite du mouvement ouvrier

Le 11 août dernier, les principaux quotidiens britanniques consacraient leur "une" aux treize "taupes rouges" licenciées de l'entreprise de Cowley, dans la banlieue d'Oxford, par la direction de la firme automobile nationalisée British Leyland. Prétendument licenciés pour avoir fourni de fausses références à l'embauche les treize militants étaient accusés par la presse d'être partie prenante d'un "complot" visant à "mettre la main" sur l'industrie britannique, complot organisé par le journal *Socialist Action*. Ce journal est un hebdomadaire, lancé récemment à l'intérieur du Parti travailliste, qui défend et lutte pour les idées socialistes révolutionnaires. Il est soutenu, entre autres, par la Socialist League, section britannique de la IVe Internationale.

La chasse aux sorcières contre les révolutionnaires s'insère dans le cadre du tournant à droite imprimé à la vie politique britannique depuis la victoire électorale du Parti conservateur, sous la houlette de Maggie Thatcher.

Le TUC s'ouvre à droite

Le récent congrès annuel du Congrès des syndicats (TUC), l'unique fédération syndicale comptant dix millions de membres (dans un pays capitaliste), a été le théâtre d'événements retentissants. Faisant fi des souhaits du plus gros des syndicats, le Syndicat des transports et des ouvriers non qualifiés (TGWU), qui compte 1 250 000 membres, le TUC a élu un nouveau Conseil général, composé de représentants issus des plus petits syndicats et des grands syndicats traditionnels de l'industrie. Pour la première fois on y trouve un grand nombre de représentants de syndicats non affiliés au Parti travailliste. Le TUC a également refusé, lors de son congrès, le message traditionnel de félicitations des dirigeants du Parti travailliste et il s'est opposé à la participation, même officieuse, des candidats à la direction du parti travailliste. Des figures dirigeantes du TUC — dont Len Murray, son secrétaire général — ont fait une série de déclarations, avant et pendant le congrès, sur la nécessité d'entamer des négociations avec le gouvernement conservateur sur la législation syndicale que ce dernier propose. Cette politique va à l'encontre de la politique adoptée

jusqu'à présent par le TUC et défendue par la gauche. Dans le même temps, la politique de contrôle des salaires, baptisée *National Economic Assessment* (Évaluation de l'économie nationale) a été de nouveau approuvée par le TUC.

On assiste, en résumé, à une tentative de modification de la ligne politique du TUC, et ce sur des points fondamentaux. Pour le TUC cela signifie avant tout le rejet des orientations politiques les plus radicales du mouvement ouvrier de la dernière période, à savoir tant l'opposition à l'armement nucléaire indépendant de la Grande-Bretagne qu'aux missiles *Cruise*, le retrait de la CEE, et le refus de toutes formes de contrôle des salaires.

L'attrait de l'Alliance

Une fois ces propositions politiques radicales extirpées de l'orientation du TUC, la voie sera ouverte pour mettre en œuvre le second grand objectif, qui est déjà tout à fait perceptible. Il s'agira, pour le TUC, de ne plus œuvrer directement à une victoire électorale du Parti travailliste, et d'ouvrir ainsi la porte aux discussions et aux orientations politiques nécessaires pour commencer à mettre sur pied une coalition entre le Parti travail-

liste et l'Alliance (qui regroupe le Parti social-démocrate (SDP) et le Parti libéral).

Rappelons, à ce sujet, que lors des élections générales du 9 juin dernier, l'Alliance n'a obtenu que 700 000 voix de moins que le Parti travailliste. Pour pouvoir avancer dans la voie d'une nouvelle coalition de ce type, il faut, pour les directions actuelles du mouvement ouvrier lever les obstacles existant au sein des organisations ouvrières. Il faut créer les conditions favorables à une offensive d'envergure contre la minorité qui lutte toujours pour défendre l'indépendance du mouvement ouvrier et l'indépendance politique que signifie l'existence politique du Parti travailliste. La porte est maintenant ouverte pour une offensive contre cette minorité.

La chasse aux sorcières contre la gauche du Parti travailliste

Alors que dans le TUC, le tournant droitier pourra être opéré sans purges, la direction du Parti travailliste devra agir avec plus de prudence. En effet, dans les branches et sections du parti, 80 o/o des membres du Parti travailliste pourraient être considérés comme soutenant la gauche et défendant son orientation actuelle. La droite travailliste se prépare donc à une purge afin de pouvoir faire ensuite pencher la balance dans le sens où elle le désire. Dès lors, la chasse aux sorcières n'est pas destinée à disparaître ou à devenir une simple particularité de la situation politique au sein du mouvement ouvrier. Nos camarades de la Socialist League accordent, par conséquent, une grande importance à la bataille contre la chasse aux sorcières et pour la défense des libertés démocratiques élémentaires.

D'après l'article de Brian Heron, paru dans *Inprecor* no 157 du 26 septembre 1983



L'image d'un régime !

Après le chah et Somoza, les Philippines ?

L'empire Marcos en péril

Une crise d'ampleur se prépare aux Philippines. Le 21 août, Benigno "Ninoy" Aquino, principal leader de l'opposition bourgeoise et pro-américaine à la dictature du clan Marcos, est assassiné à sa descente d'avion à Manille. Son assassin présumé est abattu. Mais la thèse officielle d'une vengeance individuelle ne convainc personne. Tout indique que le meurtre a été préparé par le président Marcos ou un clan de son pouvoir. Il provoque une vague de mobilisations monstres contre le régime, prélude à une crise aussi grave que celle qui a ébranlé les dictatures du chah d'Iran ou de Somoza.

L'archipel des Philippines est une vieille colonie américaine. Colonisé par les Espagnols, il a été en effet "vendu" par l'Espagne aux USA en 1898, devenant l'une des rares colonies directes de ceux-ci, jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Les intérêts américains y sont dominants et ont profité d'une structure coloniale particulière. Les Philippines, christianisées en pro-

fondeur par les Espagnols, sont le seul pays chrétien d'Asie, où les traditions nationalistes se sont développées tardivement.

Ces caractéristiques, ainsi que la position géographique de l'archipel — entre l'Extrême-Orient et l'océan Indien — ont fait des Philippines un point stratégique déterminant pour l'impérialisme US. Deux bases très grandes — parmi les plus importantes du monde — y commandent

le déploiement des forces et de l'aviation tant vers le Japon et la Corée que vers l'Asie du Sud-Est (depuis la chute de Saïgon) et le Moyen-Orient.

Le clan Marcos

A ces intérêts militaires s'ajoutent bien entendu les intérêts économiques. Depuis l'installation de Ferdinand Marcos à la présidence en 1965, et surtout depuis son maintien à ce poste par l'instauration de la loi martiale et une véritable dictature de son clan (depuis 1972), la pénétration des capitaux américains, puis japonais, s'est considérablement accrue dans l'industrie, les mines et l'agro-business. Les investissements étrangers sont protégés, les zones agricoles concentrées sur la riziculture de pointe ou les plantations de fruits; la pêche

industrielle y ouvre de nouveaux bassins.

Le clan Marcos avait présenté l'instauration de la loi martiale comme le moyen d'imposer la sécurité et le développement. Le résultat est en fait une accumulation de contradictions nouvelles et profondes. Premièrement, la dictature a repoussé dans l'opposition des vieilles familles possédantes, stimulant une opposition bourgeoise dont Aquino était l'une des principales figures. En même temps, le régime de terreur n'a pas réussi à venir à bout de la guérilla du Parti communiste des Philippines (PCP) et de son écho dans la paysannerie comme dans la jeunesse étudiante. Enfin, le clan Marcos s'est évidemment arrogé les grosses parts du gâteau des affaires. Le ministre de la défense, J.-P. Enrile, contrôle,

avec un homme d'affaires privé, la commercialisation des produits de la noix de coco (23 o/o des surfaces cultivées, 20 o/o des exportations) par le biais d'une banque soutenue par l'Etat. Le "lobby du sucre" est tenu par la femme du président, associée au chef d'Etat-major et à un ami de Marcos, Benedicto.

Or, tant dans l'industrie que dans l'agriculture, la crise mondiale affecte durement la production et accroît l'endettement du pays. Plusieurs entreprises sont tombées en faillite. L'aggravation des conditions de vie des salariés, petits paysans ou producteurs indépendants se traduit donc en des mobilisations de masse contre le clan de la dictature.

A cela s'ajoute le renforcement de l'armée après huit ans de loi martiale. Elle tente de s'imposer comme la seule force politique capable de maintenir l'ordre, contestant à l'Eglise catholique et sa hiérarchie son rôle traditionnel d'encadrement social.

La course à la succession

L'assassinat d'Aquino et les mobilisations énormes qui ont suivi catalysent aujourd'hui tous les éléments d'une crise grave de ce régime. Les USA les premiers cherchent une "relève" qui permette d'endiguer le mouvement avant que le régime ne finisse comme celui du chah d'Iran ou de Somoza. Mais les différents clans au pouvoir sont profondément compromis avec la dictature elle-même et l'assassinat d'Aquino fait disparaître la principale figure d'une opposition bourgeoise qui aurait pu assurer la reprise du pouvoir.

Dans ce contexte, le Parti communiste des Philippines, qui dirige la guérilla et un front de masse (le Front national démocratique), peut offrir un cadre d'organisation et une perspective politique aux luttes de masse qui se profilent. Le cardinal Sin, archevêque, ne répète pas pour rien ces derniers temps que Marcos doit démissionner au plus vite pour "juguler le risque d'une guerre civile". A quoi répond le PCP : "L'assassinat d'Aquino signifie la mort de toute tentative — pleine de bonne volonté mais vaine — de réaliser la réconciliation nationale. Il ne peut y avoir de réconciliation nationale avec un régime d'une féroce brutalité. Il ne peut y avoir que l'unité du peuple dans le combat contre l'oppression et l'injustice perpétrées par ce régime".

D'après P. Petitjean, *Inprecor* no 157, du 26 septembre 1983

Pologne : Kuron et ses camarades en procès

A travers le procès de quatre militants de l'ex-Comité d'autodéfense sociale (KOR), Jaruzelski assouvit sa vengeance contre Solidarność et des hommes qui ont toujours lutté pour le droit des travailleurs.

Quatre militants de l'ex-Comité d'autodéfense sociale (KOR) vont comparaître prochainement devant un tribunal militaire. Accusés d'avoir tenté de renverser le régime par la force, ils risquent une condamnation allant de cinq ans de prison à la peine de mort. Alors que Jacek Kuron, Adam Michnik et Henryk Wujec furent arrêtés le 13 décembre 1981, le quatrième inculpé, Zbigniew Romaszewski, avait réussi, lui, à échapper aux rafles. Organisateur de *Radio Solidarność* à Varsovie, membre de la direction clandestine régionale de Solidarność, il fut arrêté en août 1982, puis condamné à quatre ans et demi de prison.

Leur histoire commune commence en 1976. En juin de cette année-là, des grèves éclatèrent à l'annonce d'une hausse des prix des produits alimentaires. La hausse fut immédiatement rapportée mais la bureaucratie voulut prendre sa revanche. A Radom, Ursus, Plock, des ouvriers furent licenciés par centaines; nombre d'entre eux furent condamnés à de lourdes peines de prison après un simulacre de procès.

Du réseau d'intellectuels à Solidarność

C'est alors qu'une poignée d'intellectuels et d'étudiants décidèrent de prendre en charge la défense des travailleurs. Le KOR (Comité de défense des ouvriers) fut créé. En un an, grâce à des collectes organisées dans tout le pays, il apporta une aide régulière à plus de six cents familles de travailleurs victimes de la répression. (...)

En septembre 1977, un bureau d'intervention du KOR, chargé d'apporter une aide à tous ceux qui se heurteraient à l'arbitraire, fut fondé. Zbigniew Romaszewski était l'un de ses principaux animateurs. A la même date parut *Robotnik* (L'Ouvrier), un bulletin de liaison qui se donnait pour but de "soutenir des représentations indépendantes des travailleurs qui devront remplacer l'institution syndicale officielle". Henryk Wujec était un de ses rédacteurs. (...)

L'activité du KOR continua, jusqu'en août 1980, date à laquelle son principal animateur, Jacek Kuron, fut emprisonné avec d'autres militants. Leur libération inter-

vint dix jours plus tard, après la victoire des grévistes de Gdansk, qui donna naissance à Solidarność. (...)

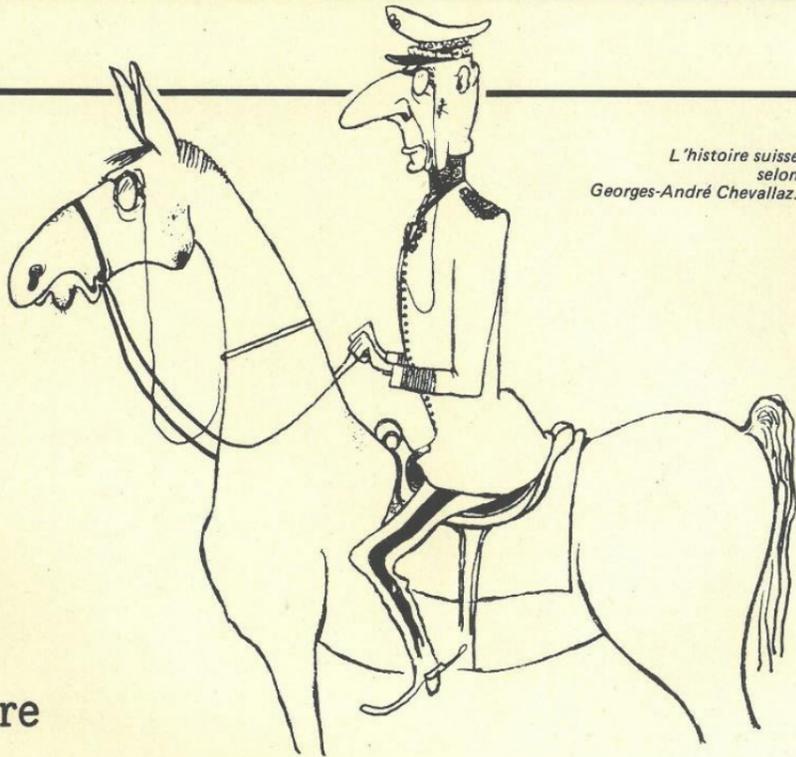
Un symbole

L'accusation selon laquelle ces militants "ont tenté de renverser par la force le régime de la République populaire de Pologne" ne repose sur rien, les accusés ayant de tout temps proclamé le contraire. Mais ce n'est pas ce qui sera en jeu au procès de Varsovie.

Ce que Jaruzelski et les siens reprochent aux inculpés, c'est d'avoir lutté pied à pied pour le droit des travailleurs à se doter de leurs propres organisations.

En ce sens, ce procès est — comme celui des sept dirigeants nationaux du syndicat — celui de Solidarność. Et c'est aussi une vengeance de l'appareil contre des hommes qui pendant des années ont propagé l'idée de syndicats indépendants. Les défendre, c'est défendre le droit le plus élémentaire des travailleurs.

Cyril Smuga
Rouge no 1081,
du 30/9 au 6/10 1983



L'histoire suisse selon Georges-André Chevallaz.

“Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses” :

L'histoire suisse vue d'en bas ?

“Histoire suisse” — pour la majorité d'entre nous c'est un souvenir rébarbatif de manuels scolaires à la Chevallaz ! La Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses¹ se veut différente, abordant l'histoire “vue d'en bas”.

Ce n'est pas un hasard si, depuis 1968, des recherches plus systématiques dans ce sens ont été entreprises. Bien que l'ouvrage soit l'oeuvre de 11 auteurs différents, chaque chapitre contient des points de départ communs, en particulier une description de l'évolution de la population à chaque période. On peut mesurer ce que cela signifie quand on sait qu'aux XVI^e et XVII^e siècles aucune statistique n'était établie et qu'il a fallu des recherches fastidieuses dans les registres ecclésiastiques pour parvenir à une estimation des mouvements de la population.

Même si le texte est parfois fastidieux à lire, il en ressort une image nouvelle et surprenante de la Suisse de cette époque : un pays encore largement dominé par la production agricole et très peu par la production capitaliste naissante.

Mais cette approche — qui aborde l'histoire à partir des forces sociales qui la font — fait justement défaut au chapitre le plus important pour la Suisse et les pays européens : l'époque de l'industrialisation. Le chapitre VII (1848-1914) a été rédigé par le professeur d'histoire à Fribourg et Lausanne, M. Ruffieux, qui s'en tient à l'histoire la plus traditionnelle. Ce manque est d'autant plus regrettable que des recherches partielles existent et auraient trouvé leur place dans cette étude. Mentionnons l'ouvrage de Rudolf Braun sur “Les transformations sociales et culturelles dans une ré-

gion agricole en pleine industrialisation”, qui décrit le passage, durant la première moitié du siècle dernier dans l'Oberland zurichois, d'une classe de vagabonds miséreux à la classe ouvrière moderne en une génération, où commence à se former sa propre conscience de classe.

Formation et disparition des classes

L'histoire devrait justement montrer — ce qui est le plus intéressant mais aussi le plus souvent passé sous silence — comment certaines couches sociales deviennent des classes dans la société, conquérant leur place dans les rapports sociaux, ou finissant par les perdre. Cette approche éclaire aussi l'organisation des classes sociales et leurs rapports à l'Etat. Elle est particulièrement intéressante et importante pour la formation de l'Etat bourgeois, qui a commencé à se former en dehors des rapports de production immédiats.

Dans le second tome, les auteurs se demandent pourquoi la bourgeoisie commerçante n'a pas investi son capital dans la production pré-industrielle. La réponse donnée est simpliste : “l'esprit d'entreprise” aurait fait défaut ! Le matériel accumulé dans ce chapitre montre pourtant que le capital a été placé en terres, en argent et en prébendes de l'Etat (contrats militaires et pensions) parce que leur rendement était bien supérieur à celui de l'in-

dustrie, encore faiblement développée.

Cela aurait permis d'entamer une analyse plus réelle de la formation des différents Etats cantonaux durant la période de la révolution française. Ceux-ci offrirent en effet à la bourgeoisie une très grande influence mais ont limité en même temps son développement, absorbant du capital dont la bourgeoisie dans son ensemble aurait eu un urgent besoin pour développer des rapports de production capitalistes. Dans le chapitre rédigé par Ruffieux, ce manque devient carrément négatif : la formation de l'Etat moderne en Suisse est réduite aux critères idéalistes traditionnels, sans parler des forces sociales en présence. La formation d'un marché national a été beaucoup plus importante que les idées de nation ou de séparation des pouvoirs dans la lutte menée par la Confédération contre les vieilles castes conservatrices des cantons !

Une recherche à poursuivre

Le chapitre rédigé par H.U. Just sur la période de 1914-1945 renoue, au contraire du précédent, avec les meilleures traditions de l'histoire suisse d'un Th. Curti (*La Suisse au XIX^e siècle*). Quoi d'étonnant que justement ce chapitre ait été l'objet de vives critiques de la part de mythologues bourgeois, au premier rang desquels Georges-André Chevallaz en personne s'est profilé ! A l'encontre des mythes et contes bourgeois, ce chapitre aborde l'étude des forces sociales qui constituent la Suisse d'aujourd'hui.

Le chapitre sur l'après-guerre — qui devrait le prolonger — défend toutefois l'idée que “le renforcement du degré d'organisation de l'économie et de la société” aurait conduit à une sorte de “capitalisme organisé”. Les exemples plaident plutôt le contraire. Quant au rôle du grand capital sur le commerce extérieur, il est à peine abordé. Pas plus que la crise financière de l'Etat. Il est vrai que l'auteur — P. Hablützel — défend ici plus son rôle de conseiller de Willi Ritschard que l'analyse scientifique.

Mais ce parti pris dans une étude de l'histoire d'aujourd'hui rend la lecture intéressante. Car elle ouvre le débat sur le présent et non sur l'histoire passée.

F. Osterwalder

1. *Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses*, Editions Payot. Trois tomes. Voir aussi notre présentation du premier tome “L'histoire suisse sans Guillaume Tell”, par Urs Gallati dans *La Brèche* no 296, 23 avril 1983.



ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES !

GENÈVE

Salle du Faubourg, 6, rue des Terreaux-du-Temple
 me 12 oct. : Fête de la Jeunesse socialiste. 18h.30 : débat “Paix et désarmement”, avec des représentants du PS, PdT, PSO et Comité paix Genève. 21h. : Michel Bühler et ses musiciens. Sangria, taboulé. Fr. 10.—. Org. : Jeunesse socialiste genevoise.

Salle Simon Patiño, 46, av. de Miremont
 ve 14 oct., 20h.30 : Farafina, six musiciens de Haute-Volta. me 26 oct., 20h.30 : Arafan Koyate et son groupe, sept musiciens et danseuses du Mali.

Sud des Alpes, 10, rue des Alpes
 à 21h. ve 14, sa 15 oct. : Les petites aventures d'une batterie, avec Claude Tabarini. ve 21 : Reesy-Beesy, funk. di 23 : Paul Motian Band. Org. AMR.

Théâtre de Carouge / Atelier de Genève
 jusqu'au di 23 oct. (relâche lu) : Comme tu me veux, de Pirandello. Mise en scène de Walter Pagliaro. Rens. : 022 / 43 69 49.

LAUSANNE ET VAUD

Théâtre de Beaulieu
 ma 25 oct., 20h.30 : Anna Prucnal et ses musiciens. Loc. : Théâtre municipal, 021 / 22 64 33. Fr. 10.—, 20.— et 30.—.

Casino de Montbenon, Salle des fêtes
 sa 8 oct., dès 11h. : Fête du POP lausannois. Dès 21h. : bal avec Axis. Fr. 10.—.
 sa 15 oct., dès 18h. : Fête du Parti socialiste lausannois. Entrée Fr. 10.—.
 je 27 oct., 20h. : jazz avec Joe Malinga / Speira N'Mbassa; Duo Allaz-Massy. Fr. 25.—, ét. Fr. 22.—. Loc. : Casino 021 / 43 85 94 et Migros 20 26 31.

Casino de Montbenon
 du ve 21 au di 23 oct. : Kermesse de Terre des hommes. ve 21, dès 18h. : marché aux puces, cabaret-bar. **Salle Paderewski**, 20h.30 : blues avec Memphis Slim. Fr. 20.—. Loc. : Hug musique, 021 / 20 24 71. sa 22, dès 09h. : spectacle pour enfants, films. **Salle Paderewski**, 20h.30 : jazz avec Longstreet Jazz Band. Fr. 10.—. di 23, dès 09h. : spectacle pour enfants, film. **Salle Paderewski**, 20h. : rock avec Maladie Hontez — Tenter Hook — Slapstick. Fr. 16.—. Loc. : Hug musique.

Théâtre de l'Escalier, NYON

di 16 oct., 17h. : Peter Brötzmann, saxophone et clarinette basse, avec Peter Kowald, contrebasse et Andrew Cyrille, batterie. Loc. : Disques-Service Nyon 022 / 61 73 18. Org. : Jazz-Nyon.

Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES
 ma 18, me 19 oct., 20h.30 : L'Argent, de Robert Bresson (France, 1983). Fr. 5.—.

Cinéma d'Oron, ORON-la-Ville
 ve 21, sa 22 oct., 20h.30 : Buster Keaton dans Les Lois de l'hospitalité (1923), Cops, La Maison hantée, avec accompagnement au piano par les Frères Kohler. Fr. 7.— et Fr. 8.—.

Théâtre Boulimie, 4, Place Arlaud
 du ma 11 au je 20 oct., 20h.45 (relâche di 16 et lu 17 oct) : Gardi Hutter dans “Giovanna d'Arppo”.

Tournée du spectacle “Boulimie 62 — 82”, spectacle d'humour de Lova Golovtchiner en octobre 1983. à 20h.30. je 13, Tavannes. sa 15, Villeret, à côté de St-Imier. me 19, Moutier, Salle de gymnastique. je 20 et ve 21, Delémont, Hôtel du Soleil. sa 22, Les Breuleux, Salle de spectacles.

Tom Ejerry

Le CONDECA avait été fondé durant les années soixante par les Etats centro-américains avec l'appui des Etats-Unis. La guerre dite du "football" qui opposa en 1969 le Honduras et le Salvador, la révolution sandiniste de 1979 avaient, cependant, fortement tracé les limites de ce pacte militaire. Le fait que les Etats-Unis cherchent, par tous les moyens, à le réactiver est un signe d'une part de la régionalisation du conflit en Amérique centrale et, d'autre part, de la priorité accordée par les Etats-Unis à une solution militaire au Salvador et au Nicaragua.

Car, indiscutablement, le tournant opéré par l'Administration Reagan depuis le mois de juillet signifie sa volonté de passer des menaces verbales aux actes militaires, ceci afin de modifier à son avantage le rapport des forces en Amérique centrale. Dans la mesure où les Etats-Unis investissent des moyens militaires considérables dans la région, il leur est également possible, contrairement au passé, de combiner cet effort de guerre avec une offensive diplomatique tous azimuts. C'est dans ce cadre que sont apparues une série de propositions et d'initiatives pour une solution négociée aux conflits.

Négociation ou guerre : le dilemme des bourgeoisies latino-américaines

Une divergence tactique est apparue ces derniers mois entre certains pays latino-américains et les Etats-Unis. Elle porte sur l'appréciation des priorités à accorder dans la lutte contre la révolution centro-américaine.

Les bourgeoisies latino-américaines craignent, par-dessus tout, les effets d'une intervention militaire directe des Etats-Unis au Salvador et au Nicaragua. Une telle intervention, après la guerre des Malouines, risquerait de provoquer des conflits sociaux dans une série de pays, qui combateraient des mobilisations anti-impérialistes aux protestations contre l'austérité et la crise.

C'est dans ce cadre que la Colombie, le Mexique, le Venezuela et le Panama se sont réunis en janvier 1983 sur la petite île de Contadora, au large des côtes panaméennes. Le groupe de la Contadora a pour objectif, et en cela il se distingue de l'administration Reagan, d'éviter une intervention militaire directe des Etats-Unis et d'introduire un processus conduisant à la constitution de démocraties bourgeoises représentatives au Nicaragua et au Salvador. Cela ne veut pas dire, évidemment, qu'il n'y a pas un accord de fond et stratégique entre les Etats-Unis et ces pays sur la nécessité d'empêcher l'approfondissement du processus de la révolution centro-américaine.

Le 11 juillet 1983, les présidents des quatre pays membres de la Contadora se réunissaient à Cancun, au Mexique. Ils publièrent une déclaration commune en dix points, indiquant leurs propositions pour une solution du conflit en Amérique centrale. L'essentiel de ces propositions porte sur des mesures destinées à mettre fin aux conflits militaires dans la région afin d'ouvrir la voie à des solutions politiques. L'un des dix points exige "un accord pour interdire l'existence d'installations militaires de pays étrangers sur le sol national". Un autre point propose un "accord pour geler les



Scène quotidienne au Salvador. Derrière les négociations, ce que Reagan prépare pour toute l'Amérique centrale.

Amérique centrale :

Bruits de bottes et tentatives de négociations

Le dimanche 2 octobre les représentants des régimes du Honduras, du Guatemala, du Salvador et de Panama se sont réunis à Guatemala Ciudad, en présence du général américain Paul Gorman. Le Costa Rica s'était excusé. Aucune déclaration officielle n'a suivi cette rencontre. Toutefois, selon des sources proches de l'armée guatémaltèque, il s'est agi d'une discussion devant préparer la réactivation du Conseil de défense de l'Amérique centrale (CONDECA).

armements offensifs à leur niveau actuel". Ces dix points font ressortir assez bien la divergence tactique avec l'administration Reagan, en ce qui concerne la question de l'intervention US.

Très peu de temps après, le Guatemala, le Salvador, Costa Rica et le Honduras publiaient également une déclaration com-

mune dans laquelle il est insisté sur la nécessité d'établir des moyens pour "créer, promouvoir et renforcer les institutions démocratiques pluralistes", d'adopter des mesures immédiates (sic !)

"pour la promotion et la protection des droits de l'homme" et de supprimer "l'appui logistique" au "terrorisme et à la subversion".

L'offensive diplomatique de l'Administration Reagan

Reagan a mis sur pied deux instruments pour intervenir diplomatiquement dans la région et pour ne pas laisser ce terrain à la seule Contadora.

L'administration Reagan est confrontée à une certaine opposition de la part du Parti démocrate

américain, qui voudrait mettre un accent prioritaire sur les négociations et une stabilisation sociale et économique des pays centro-américains. C'est pourquoi il a décidé la mise sur pied de la Commission Kissinger qui comprend des représentants des partis démocrate et républicain ainsi que des syndicats. La Commission Kissinger est chargée de faire des propositions au Président pour une politique des Etats-Unis en Amérique centrale. Par ce biais, Reagan espère obtenir un consensus idéologique sur la nécessité d'une intervention militaire accrue.

D'autre part, il a chargé son envoyé spécial Richard Stone d'ouvrir des discussions symétriques avec le FMLN/FDR salvadorien et avec le gouvernement sandiniste.

Les propositions du Nicaragua et du FMLN/FDR

Le 5 juin, le FMLN/FDR publia une déclaration en cinq points : la construction d'une société indépendante, démocratique et juste; l'ouverture d'un dialogue sans préconditions; la reconnaissance, en tant que parties belligérantes, des Etats-Unis et du gouvernement salvadorien, d'une part, du FMLN/FDR, d'autre part; la nécessité et l'existence d'une unité sans failles du FDR/FMLN; l'utilité d'une participation de tiers au dialogue (par exemple, des députés au Congrès américain). De plus, le FDR/FMLN a indiqué à de nombreuses reprises qu'il refusait de participer aux élections prévues pour 1984. Plusieurs rencontres ont eu lieu entre Stone et des représentants du FDR/FMLN, sans résultats visibles.

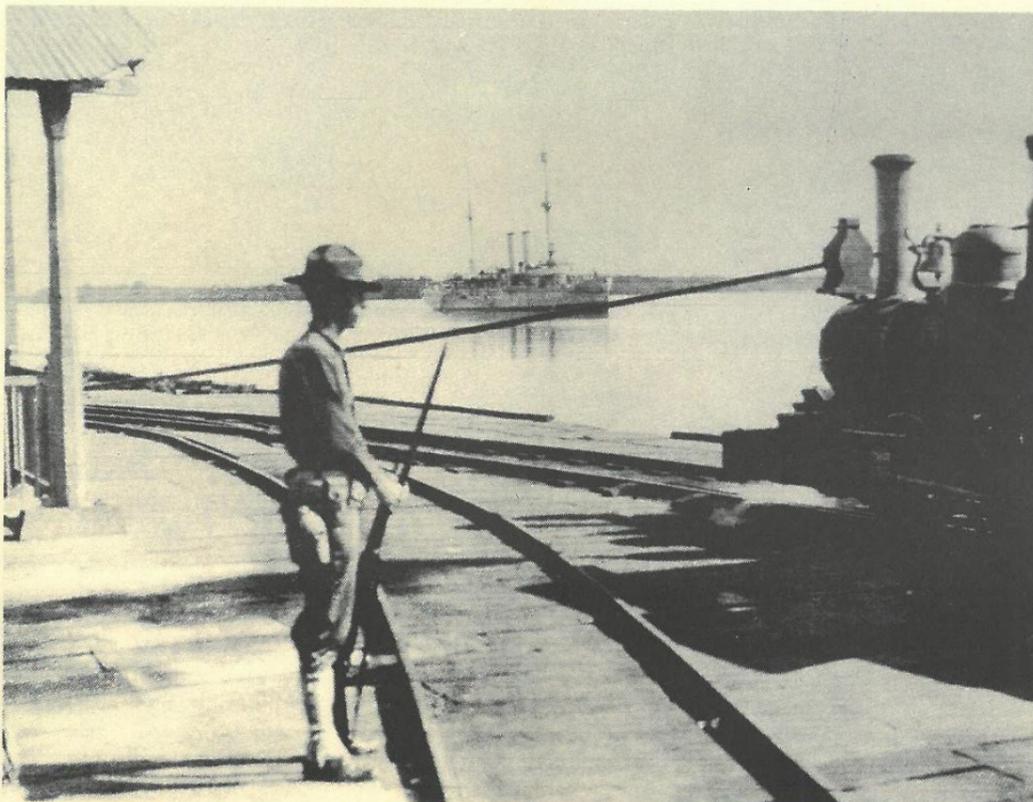
Le gouvernement du Nicaragua riposta à cette offensive diplomatique en publiant le 19 juillet un plan de paix en six points. Celui-ci exige, en résumé : un accord pour mettre fin à l'état de belligérance, par la signature immédiate d'un pacte de non-agression entre le Nicaragua et le Honduras; la cessation de toutes livraisons d'armes aux forces en conflit au Salvador; la cessation de tout soutien aux forces opposées aux gouvernements centro-américains; un accord sur le respect du droit à l'autodétermination des peuples d'Amérique centrale; la fin des agressions et des discriminations économiques contre n'importe lequel des pays centro-américains; enfin, la non-installation des bases étrangères et la cessation d'exercices communs avec des armées étrangères en Amérique centrale. Ce plan, par l'insistance qu'il met sur la nécessité du respect du droit à l'autodétermination des peuples d'Amérique centrale constitue une riposte appropriée aux offensives diplomatiques de la Contadora et des Etats-Unis.

Solidarité inconditionnelle avec la révolution centro-américaine

La diplomatie connaît des méandres qui sont souvent difficiles à suivre. La tâche de la solidarité dans les pays impérialistes est de mobiliser aujourd'hui plus activement et plus largement que jamais contre l'intervention US en Amérique centrale, pour le droit à l'autodétermination des peuples d'Amérique centrale.

C'est cette mobilisation qui pourra contribuer à améliorer à l'échelle internationale le rapport des forces diplomatiques et politiques en faveur de la révolution centro-américaine.

A. Meylan



La diplomatie de la canonnière : une vieille tradition US. Une sentinelle et la flotte américaines en 1927 au Nicaragua.